

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1921-1922.

BUDGET DU MINISTÈRE DES SCIENCES ET DES ARTS POUR L'EXERCICE 1922 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2) PAR M. GOLLIER.

MESSIEURS,

Au nom de votre Commission, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur le projet de budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1922.

Les sections, à l'unanimité, ont adopté le projet de budget.

Toutefois, elles n'ont pas limité leur tâche à l'examen des crédits sollicités ; elles ont encore émis des vœux et soulevé des questions qui attestent l'importance que toute la Chambre attache légitimement au grand problème de l'instruction publique.

Obligation scolaire, organisation de l'enseignement primaire du quatrième degré, filiation, unification et coordination de tous les enseignements généraux et spéciaux, concentration des divers enseignements au Ministère des Sciences et des Arts, éducation des anormaux, éducation physique, esthétique et morale, toutes ces questions dont la plupart avaient été discutées par les sections ont retenu l'attention de la Commission permanente des Sciences et des Arts complétée par les rapporteurs des sections.

(1) Budget, n° 24^{VII}.

Amendements, n° 255.

(2) La Commission spéciale présidée par M. Brunet, était composée :

- 1) Des membres de la Commission permanente de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Brunet, président, Amclot, Blavier, Boone, Cocq, Debruyne (René), Destrée, Doms, Flagey, Heyman, Huysmans, Max, Meelkmans, Ramaekers, Rombauts, Souplit.
- 2) Six membres nommés par les Sections : MM. Gollier, Souplit, Ramaekers, Sinzot, Van Dievoet, Verachtert.

Aussi ne nous bornerons-nous pas, dans le rapport que nous avons l'honneur de vous présenter, à l'examen du budget, mais nous discuterons quelques questions générales qui, sans avoir un caractère proprement budgétaire, se rattachent cependant très étroitement à l'enseignement public.

La première est relative à l'*obligation scolaire*.

L'article premier de la loi du 19 mai 1914 stipule que les chefs de famille sont tenus de faire donner à leurs enfants une instruction primaire convenable conformément aux dispositions de la loi; l'obligation s'étend sur une période de huit années.

Si les résultats obtenus peuvent être considérés, dans l'ensemble, comme satisfaisants, nombreux cependant sont encore les parents qui par insouciance ou ignorance de la loi, se soustraient à leur devoir.

En vue de prévenir les infractions, le législateur de 1921 permet de faire appel au concours de la police locale et de la police d'État; il leur a assigné la mission de conduire ou de faire conduire à leur école les élèves soumis à l'obligation scolaire qu'ils rencontreraient vagabondant dans les rues ou les champs, aux heures de classe.

Des faits précis portés à notre connaissance par les membres de la Commission et de la Section centrale ne permettent pas de mettre en doute l'heureux résultat de l'intervention de la police; c'est ainsi qu'à Anvers grâce à cette surveillance, le nombre des absences a diminué de 80 p. c.; le même progrès a été constaté à Saint-Nicolas.

La Commission estime qu'il y aurait lieu de généraliser l'emploi de cette mesure et par voie de circulaire ministérielle d'appeler l'attention des autorités intéressées, sur l'efficacité de ce moyen mis à leur disposition par le législateur pour faire respecter l'obligation imposée aux parents.

D'autre part, nombre d'enfants échappent encore à tout contrôle. Si les élèves âgés de moins de 14 ans qui suivent les classes préparatoires des écoles moyennes sont soumis à l'obligation scolaire, celle-ci reste lettre morte, parce que le contrôle n'a été prévu que pour l'enseignement primaire. En attendant qu'une disposition législative comble cette lacune, il y aurait lieu de prendre des mesures provisoires pour assurer le contrôle de la fréquentation des écoles moyennes par les enfants en âge de scolarité.

*
* *

Le second problème qui a préoccupé votre Commission est celui de la *coordination des divers enseignements généraux et spéciaux*.

Votre Commission a été frappée des solutions de continuité qui existent entre les divers degrés de l'enseignement; ils manquent de liaison, d'unification.

Sans doute, la loi de 1914 qui a notamment organisé l'enseignement du quatrième degré a comblé la séparation entre l'enseignement primaire et l'enseignement professionnel, mais la liaison n'existe pas encore entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen. Le programme des classes préparatoires des écoles moyennes, des athénées et des collèges ne correspond pas exactement au programme de l'enseignement primaire.

En outre, l'enseignement moyen de l'avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique et de nombreux professeurs d'Université, n'est pas en liaison suffisante avec l'enseignement supérieur.

Or, si cette absence d'unité a pu durer longtemps sans dommages excessifs, on peut croire qu'il est urgent d'y remédier. Jusqu'ici les deux enseignements, le primaire et le moyen, étaient nettement distincts. Le premier attirait à lui la grande masse des enfants du peuple; le second recevait plus nombreux les enfants de la bourgeoisie. Non que l'enseignement moyen fût fermé aux fils de la classe ouvrière. Ce serait une exagération de le prétendre. Mais les circonstances de la vie le décidaient généralement dans ce sens.

Aussi bien l'école primaire, pour employer une expression à la mode aujourd'hui, était, à sa façon, une école de vie, de la vie telle qu'on la concevait alors. Car l'enseignement participe inéluctablement du caractère général des institutions. La vie conditionne l'école. Et le moyen de concevoir la possibilité d'un enseignement démocratique dans une société qui vivait sous le régime politique du suffrage censitaire et sous le régime militaire du remplacement?

Que cet embourgeoisement de l'enseignement, comme d'aucuns l'appellent, ne réalisât point l'égalité au point de départ, il est possible, on peut même dire il est certain, mais qu'il constituât un obstacle infranchissable à l'ascension des éléments de valeur des classes populaires, il faudrait n'avoir point souci des réalités pour le prétendre. A l'honneur du peuple, il faut dire que si l'obstacle fut grand, beaucoup de ses fils le franchirent; comme il arriva souvent dans notre classe ouvrière, l'obstacle devint un tremplin pour leurs volontés, trempées déjà à la dure école des privations et du sacrifice.

Aujourd'hui cependant la situation s'est considérablement modifiée.

Dans l'évolution générale qui nous entraîne d'un mouvement ininterrompu vers un idéal nouveau, nos institutions se démocratisent les unes après les autres. Notre enseignement ne devra-t-il pas lui-même s'adapter à la vie sociale nouvelle? Qui ne voit que cette adaptation est *in fieri* depuis la guerre, qu'elle va s'accomplissant?

Déjà des mesures l'ont préparée : la loi de 1914 a institué la gratuité et l'obligation scolaire; la loi de 1921 sur le Fonds des mieux doués a supprimé l'obstacle d'ordre pécuniaire qui écartait de l'enseignement beaucoup d'enfants des classes ouvrières; enfin, des bourses d'études plus nombreuses et la Fondation universitaire leur ouvrent largement les portes de l'enseignement supérieur.

La logique veut qu'on ne s'arrête pas en chemin et qu'on aille jusqu'au bout. Que si, du reste, on maintenait les cloisons étanches qui existent entre les divers enseignements, que si l'évolution déjà réalisée se nouait, les mesures préparatoires auxquelles nous venons de faire allusion et que le pays tout entier a accueillies avec enthousiasme, ces mesures préparatoires perdraient toute signification. Dans tous les cas, elles ne produiraient pas les fruits qu'on peut légitimement en espérer.

Les raisons d'asseoir l'enseignement technique sur le quatrième degré sont évidentes.

Ce n'est pas le lieu de rappeler nos ruines et qu'il les faut reconstruire, notre besoin d'exporter et que les pays voisins, nos Alliés d'hier, ferment leurs portes à nos produits, hérissent leurs frontières de barrières à peu près infranchissables. Ce sont là des réalités douloureuses qui sont toujours présentes à l'esprit des honorables membres de la Chambre.

Il suit de là que le problème de la production restera pendant longtemps au premier plan de nos soucis. La question de la productivité primera toutes les autres. Le travail matériel acquerra une valeur plus grande que jadis. Et il n'est pas douteux que le développement de l'enseignement professionnel, en procurant à l'industrie une main-d'œuvre plus qualifiée, partant plus productive, aidera à résoudre le redoutable problème.

M. Moeyersoen, Ministre de l'Industrie et du Travail, le faisait remarquer dans une occasion récente, le développement comme l'avenir de notre industrie sont subordonnés à une large extension de cet enseignement, le maintien de salaires rémunérateurs en dépend; or, ajoutait-il: « Quoique nous ayons 800 écoles publiques ou privées ménagères, professionnelles, industrielles et commerciales, relevant du Ministère du Travail et subsidiées par lui, on peut dire que le problème est à peine effleuré en Belgique. »

Et sans vouloir trancher la question de savoir s'il faut rendre l'enseignement technique obligatoire, il concluait qu'il importait toutefois de préparer le terrain et en tous cas de favoriser la diffusion de l'enseignement par la création de nombreuses écoles, en faisant appel tout à la fois aux pouvoirs publics et à l'initiative privée.

Mais, s'il y a lieu de se préoccuper vivement de la formation professionnelle et technique du travailleur, il ne faut pas perdre de vue sa formation générale: avant d'en faire un ouvrier habile, il convient d'en faire un homme tout court, et comme il n'ira jamais au delà de l'école primaire, il faut que celle-ci lui procure la culture générale qui lui permettra de réaliser son œuvre d'homme.

* * *

Comment maintenant assurer la liaison entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen?

Le quatrième degré primaire semble devoir en être l'articulation naturelle. Mais ce quatrième degré, dont l'organisation fut décidée en 1914, quels résultats a-t-il produits jusqu'ici?

Il serait peut-être d'un optimisme exagéré de les trouver satisfaisants. En effet, les renseignements fournis par le Département des Sciences et des Arts signalent que le quatrième degré, à la date du 31 décembre 1920, n'existait que dans 1058 écoles.

Mais il y a lieu de le remarquer, bien que la loi date de 1914 elle est fatalement restée lettre morte pendant la guerre; d'autre part, nous ne possédons pas encore les statistiques pour l'année 1921. Ajoutons encore que M. le Ministre a déclaré que l'organisation progresse normalement et qu'un grand pas marquera le cours de la présente année.

Votre Commission insiste vivement pour que l'on conserve à ce quatrième degré son véritable caractère; des faits précis révélés par divers membres permettent de croire que certaines communes le dénaturent en exagérant l'importance des cours techniques. Les unes, les communes industrielles, donnent au travail manuel un caractère trop professionnel; les autres, les communes rurales, semblent confondre le quatrième degré avec l'enseignement professionnel agricole.

C'est détourner cet enseignement de son but naturel. Le quatrième degré n'est pas un enseignement professionnel. Il est de culture générale. Il achève l'enseignement primaire et le couronne.

La Commission a demandé à M. le Ministre de vouloir bien rappeler aux communes la véritable nature du quatrième degré.

Et précisément parce qu'il fait partie intégrante de l'enseignement primaire, votre Commission estime qu'il doit être soumis au contrôle de l'inspecteur primaire.

Sans doute, convenait-il ainsi que l'ont fait observer plusieurs membres, de recourir au début, à des spécialistes, à des hommes particulièrement compétents, pour organiser le nouvel enseignement, mais dès que leur mission sera terminée, votre Commission demande qu'on les restitue à leurs fonctions antérieures et qu'on remette l'inspection du quatrième degré à l'inspection primaire.

*
* *

Et nous revenons à la question que nous posions plus haut : Comment établir la liaison entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen?

Trois solutions ont retenu l'attention de votre Commission.

La première propose d'asseoir l'école moyenne seule sur l'enseignement primaire en maintenant intacte l'organisation actuelle des athénées et des collèges; la deuxième superpose l'école moyenne, l'athénée ou le collège sur le troisième degré primaire; la troisième, suggérée par le Conseil supérieur de l'Instruction, propose de considérer les quatre degrés de l'enseignement primaire comme devant être pour les filles comme pour les garçons le point de départ de l'enseignement moyen et de l'enseignement technique.

Des membres ont fait remarquer qu'asseoir seulement l'enseignement moyen du premier degré sur le quatrième degré primaire, c'est sinon refuser à l'enfant l'accès à l'enseignement moyen du deuxième degré, du moins y faire obstacle, c'est perpétuer une solution de continuité, et qu'asseoir tout l'enseignement moyen du premier et du second degré sur le troisième degré primaire, c'est en fait exclure de cet enseignement quantité d'enfants.

Cette solution implique, en effet, l'existence, près des athénées et des collèges, de classes préparatoires spéciales que nombre d'enfants, à raison de la distance, de la cherté des moyens de communications, de l'enchérissement du coût de la vie, sont dans l'impossibilité de fréquenter alors qu'ils pourraient aisément suivre dans leurs communes respectives l'enseignement du quatrième degré.

Elle met en outre l'enfant et les parents dans la nécessité de résoudre

prématurément un problème d'une importance capitale : le choix définitif d'une carrière. Comment veut-on qu'un enfant de 10 à 12 ans puisse avec conscience pénétrer ses dispositions, préjuger de ses aptitudes, reconnaître sa vocation ? Le caractère angoissant du problème a été mis dans une très vive lumière lors des débats qui ont eu lieu à la sous-commission d'unification de la commission royale de la réforme de l'enseignement moyen. « Un enfant qui entre en sixième, disait M. Dejace, ignore absolument quelle profession il embrassera plus tard ; il ignore et ses parents ignorent également, quels sont ses goûts et ses aptitudes. Néanmoins, il faut se décider. On joue l'avenir de l'enfant en quelque sorte à pile ou face ; on lui ouvre, on lui ferme suivant le cas, et pour toujours, un certain nombre de carrières. C'est là pour les pères de famille une grave préoccupation et une bien lourde responsabilité ; c'est pour les enfants un redoutable aléa. Au contraire, en reculant le moment de la décision, les parents peuvent se prononcer en bien meilleure connaissance de cause. »

Les partisans de cette solution ont encore observé qu'elle est demandée avec instance par les plus hautes personnalités du monde enseignant ; elle a été préconisée par la sous-commission créée au sein de la Commission de réforme de l'enseignement moyen ; cette sous-commission composée de MM. Demeur, Francotte et Prins de l'Université de Bruxelles, de MM. Discailles et Hofman de l'Université de Gand, de MM. Kurth et Dejace de l'Université de Liège, de M. Proost de l'Université de Louvain, de MM. Gérard, Lefebvre, Jottrand, Ramaekers, Rogius, le chanoine Van Caeneghem et le directeur général Van Overbergh, se prononça à l'unanimité contre les spécialisations prématurées et en faveur d'un cycle d'études communes.

D'autres membres ont exposé l'opinion que ce n'est pas au sortir du 4^e degré, mais au sortir de la 6^e primaire, que les élèves doivent passer au collège ou à l'athénée ; les garder plus longtemps nuirait à leurs intérêts.

Que l'on institue donc, si l'on veut, un examen à la fin du 3^e degré primaire pour déterminer quels sont les enfants qu'on pourra orienter vers les humanités avec espérance d'études fructueuses. Pour eux, le 4^e degré se fera dans les deux classes inférieures des humanités.

Des esprits très avertis affirment que l'enseignement moyen a sa finalité, ses méthodes propres ; il a donné de son excellence des preuves surabondantes ; d'aucuns vont jusqu'à prétendre qu'il constitue un tout intangible, que le modifier dans une de ses parties serait ébranler tout l'édifice.

Que l'on élève l'enseignement primaire est chose bonne, désirée par tout le monde, mais si pour atteindre ce but, on devait abaisser l'enseignement moyen, la réforme n'aurait de démocratique que l'apparence. On ne multiplierait les citoyens cultivés que par un amoindrissement de la culture elle-même.

Il s'agit donc de trouver une formule qui tout en permettant à l'enseignement primaire de donner son maximum de rendement ne dénature pas l'enseignement moyen.

Grave, très grave est le problème qu'il s'agit de résoudre. Comme nous

l'avons dit, à la fin de 1920, l'enseignement du 4^e degré était organisé dans 1,058 écoles du pays. M. le Ministre a déclaré qu'un grand pas serait fait au cours de la présente année ; fatalement on verra donc s'accroître d'année en année le nombre d'enfants qui, ayant terminé l'école primaire, manifesteront tout à la fois du goût et des aptitudes pour les études supérieures.

Il ne se peut pas qu'on se désintéresse du sort de ces enfants ; leurs intérêts exigent qu'on leur rende praticable la continuation de leurs études. Et c'est aussi l'intérêt de la collectivité. Car nous ne sommes pas nés pour nous seuls ; nous sommes nés pour la vie sociale et le perfectionnement intellectuel et moral apporté par les études à un enfant du peuple améliore le corps tout entier et anime d'une vie nouvelle toute la société des hommes.

Si chacune de ces solutions a trouvé des partisans au sein de votre Commission, un accord unanime s'est fait cependant sur la nécessité d'asseoir tout au moins l'école moyenne sur l'enseignement primaire réorganisé.

Pour le reste, votre Commission demande à M. le Ministre de soumettre à l'examen des divers Conseils de perfectionnement le plan général de réformes élaboré par le Conseil supérieur de l'Instruction publique.

A cette proposition, M. le Ministre a fait la réponse suivante :

« Le Conseil supérieur de l'Instruction publique a élaboré un plan général, de réforme de l'enseignement, à soumettre, en vue de sa réalisation pratique, à l'examen des divers Conseils de perfectionnement. Cet examen sera poursuivi méthodiquement. Dès à présent la question de la liaison entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen, comportant éventuellement « la suppression, dans l'enseignement moyen, de tout ce qui est légalement primaire » — liaison qui est à la base de la réforme générale — est soumise à la discussion d'une commission mixte comprenant des membres du Conseil supérieur de l'Instruction publique et des Conseils de perfectionnement de l'enseignement et de l'enseignement normal et primaire. Elle a déjà été examinée par les Conseils de l'enseignement moyen et de l'enseignement primaire.

La Section centrale comprendra qu'il n'est pas possible de saisir le Parlement d'études et de travaux qui sont encore dans la période d'instruction purement administrative. »

Cette réponse témoigne du bon vouloir de M. le Ministre et votre Commission ne peut qu'émettre le vœu de voir les Conseils de perfectionnement hâter leur examen.

*
* * *

L'établissement d'une liaison entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen aurait nécessairement une répercussion sur l'organisation de ce dernier.

Pour les écoles moyennes, il y aurait lieu d'unifier le programme des sections préparatoires avec celui de l'enseignement primaire réorganisé ; pour les athénées ou le collège, le programme des mêmes sections et celui de la 7^e ou éventuellement de la 6^e et de la 5^e des humanités actuelles auraient à correspondre avec le programme des six premières années primaires ou

celui des huit années, suivant que l'emboîtement se ferait avec le 3^e degré ou avec le 4^e.

Cette unification, il va de soi, ne serait pas rigide au point d'exclure tout enseignement spécial; l'adjonction au programme commun de l'une ou l'autre branche se concilierait parfaitement avec l'unification que nous proposons.

Mais où placer la bifurcation ?

Convient-il de commencer l'enseignement du latin en cinquième et celui du grec en quatrième ou comme le Conseil supérieur de l'Instruction publique le propose, n'aborder l'étude du latin qu'en quatrième, celle du grec en troisième et superposer à l'organisation actuelle une rhétorique supérieure ou faut-il aller plus loin — peut-être trop loin — et, avec la Fédération de l'enseignement moyen officiel ne commencer l'étude du grec et du latin que dans la section supérieure comprenant les classes de la troisième à la rhétorique ?

C'est une question complexe qu'il appartient aux Conseils de perfectionnement intéressés de l'enseignement de trancher.

* * *

Un membre avait proposé la suppression des écoles moyennes. Il ne semble pas que cette suppression soit souhaitable. Beaucoup d'enfants désireux de faire leurs études moyennes ne pourraient pour des raisons d'ordre géographique, fréquenter les athénées. D'autre part, ces écoles répondent à un véritable besoin.

L'école moyenne prépare les jeunes gens aux examens d'admission aux emplois publics et fournit au commerce, à l'industrie, à la banque, la plupart de leurs employés.

Assises sur le quatrième degré de l'enseignement primaire, les écoles moyennes, d'après le plan général de réforme, comporteraient deux années d'études organisées de façon à permettre aux élèves désireux de fréquenter l'enseignement moyen du deuxième degré d'entrer dans la deuxième année des humanités modernes.

* * *

Votre Commission ne pouvait pas rester indifférente à la liaison désirable entre l'enseignement moyen et l'enseignement supérieur.

En vue de réaliser cette liaison, un des membres de votre Commission a déposé un projet de loi instituant une épreuve de maturité pour l'admission aux études universitaires. Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur la valeur de l'initiative de notre collègue. Cependant le souci de la vérité nous oblige à dire que la grande majorité du monde universitaire appelle de tous ses vœux une réforme. M. Gravis, professeur à l'Université de Liège, dans une brochure qui a passionné l'opinion publique et intitulée : « Quel est le savoir des étudiants à leur entrée à l'Université » a dénoncé les lamentables lacunes de la formation de la jeunesse. A l'en croire, et il n'est pas seul de son avis, un tiers, au moins des jeunes gens entrant dans les facultés des sciences n'est pas capable d'en suivre les cours avec profit.

Lors de la discussion du budget au Sénat, M. Dejace, recteur de l'Université de Liège, émettait le vœu que le cri d'alarme de l'éminent professeur fût entendu et il ajoutait que le Ministre des Sciences et des Arts qui prendra résolument en main la question, aura bien mérité du pays.

La question de l'épreuve de maturité met aux prises les membres de l'enseignement supérieur et les membres de l'enseignement moyen. Ceux-ci prétendent qu'il est inexact de dire que notre enseignement moyen ne soit pas au niveau de celui des pays voisins, ou qu'il laisse à désirer ou encore qu'il ne soit pas en rapport avec le progrès actuel. Si à l'Université l'élève révèle des lacunes, il serait seul responsable de ses lacunes et non l'enseignement moyen; et en dernière analyse, ils proclament qu'il est inadmissible que les professeurs d'Université s'érigent en juges des professeurs d'athénées et de collèges. Ceux-là, les professeurs d'université, objectent que la question les intéresse au premier chef, qu'ils ont bien le droit de n'admettre à leurs cours que les élèves capables d'en tirer un certain profit, et ils concluent à la nécessité d'un contrôle sérieux.

Saisi de la question, le Conseil de l'enseignement supérieur, dans lequel sont représentés les quatre universités du pays et l'École des mines de Mons, s'est prononcé en faveur d'une réforme et, à l'unanimité, il a adopté des résolutions que le projet de loi de M. Destrée reproduit à peu de choses près.

Nous demandons donc à M. le Ministre des Sciences et des Arts qu'il saisisse de la question l'enseignement supérieur et l'enseignement moyen, tant officiel que libre. Nous inclinons à croire que la question des modalités de l'examen de maturité ne peut être mieux résolue que par une Commission spéciale, où les différents groupements pédagogiques seraient représentés selon leur importance.

Le projet prévoit l'institution d'un jury par Université; la logique, autant que les intérêts des élèves, demande que ce jury soit mixte, composé de professeurs de l'Université et de professeurs de l'enseignement moyen.

Un grand pas, déjà, a été fait dans la voie de l'apaisement. Les dernières dispositions législatives ont rapproché l'enseignement libre de l'enseignement public. L'institution du jury mixte, en réunissant les représentants des deux enseignements, en les associant dans une étroite collaboration avec l'enseignement supérieur, parachèverait cet apaisement qui est dans les vœux de tous. Tous les intéressés à la grande œuvre scolaire, à laquelle, sans exception, ils se dévouent avec une science et un zèle auxquels il faut rendre hommage apprendraient à se connaître et à s'estimer. Beaucoup de malentendus disparaîtraient. Méthodes et programmes seraient comparés. Les lacunes, si lacunes il y a, seraient mises en évidence et avec elles les moyens de les combler.

*
* *

En matière d'instruction, tout se tient; on ne conçoit plus de solution de

continuité entre les divers degrés de l'enseignement; plus étroites encore sont les relations entre cet enseignement général et l'enseignement normal; toute lacune dans l'organisation de celui-ci aura fatalement sa répercussion sur le rendement de celui-là.

Que la grande œuvre de l'éducation consiste dans une collaboration de l'élève et du professeur, nous en tombons d'accord, mais le rôle principal incombe à ce dernier. Que si le vieil adage que d'aucuns invoquent : *Quidquid recipitur, ad modum cognoscentis recipitur*, trouve parfois sa justification dans certaines insuffisances ou certaines défaillances de l'élève, on nous concédera qu'il ne vaut que dans des cas exceptionnels.

Si les dispositions de l'élève ne s'égarent pas tout d'abord à l'enseignement du maître, c'est le rôle de l'éducateur de les modifier, de les adapter, de réaliser, par une action continue et dans des limites des possibilités, l'équation des deux esprits, celui qui donne et celui qui reçoit.

Car, s'il est vrai de dire, en langage scolastique, que ce qui est reçu est reçu suivant les modes d'être du sujet qui reçoit, il est tout aussi vrai de dire que ce qui est donné est donné suivant la capacité du sujet qui donne. Cela revient à dire en langage moins abstrait : Tant vaut le maître, tant vaut l'enseignement.

Or les maîtres sont formés dans les écoles normales.

Il existe dans le pays neuf écoles normales primaires de l'État pour garçons; la plus peuplée est celle de Gand qui compte 101 élèves; la moins peuplée est celle de Blankenberghe qui compte 18 élèves et qui est en voie d'achèvement.

Il y actuellement sept écoles normales primaires de l'État pour filles : la plus peuplée est celle de Bruxelles qui compte 265 élèves et la moins peuplée est celle de Laeken qui en compte 59.

Au total, les écoles pour garçons ont une population de 645 élèves, et les écoles pour filles, une population de 1,039, soit en tout 1,702.

A ces écoles, il convient d'ajouter les écoles normales provinciales agréées et quatre écoles normales communales agréées également.

En résumé, il existe seize écoles normales de l'État, tandis que l'enseignement libre en compte cinquante, avec une population de 6,183 élèves.

Votre Commission estime que la formation pédagogique donnée dans les écoles normales est insuffisante, qu'il y a lieu de la renforcer et, avec elle, la culture générale; il convient que les futurs instituteurs et institutrices soient tous aptes à donner l'enseignement du 4^e degré et à enseigner toutes les branches, soit de culture générale, soit de tendances pratiques.

Pour atteindre ce but, il conviendrait d'exiger cinq années d'études normales.

La formation complète des instituteurs et des institutrices, comprendrait donc une durée de treize années :

1^o huit années primaires;

2^o cinq années d'études normales dont une année préparatoire.

A propos des instituteurs, des membres ont signalé le trouble jeté dans les écoles par suite des obligations militaires imposées au personnel enseignant.

Votre Commission a cru nécessaire de demander au Gouvernement s'il n'estimait pas devoir prendre des mesures pour porter remède à cette situation.

M. le Ministre a répondu qu'en effet, « la mobilisation d'un grand nombre de jeunes instituteurs a jeté le désarroi dans les écoles, d'autant plus que cette mobilisation coïncide avec une pénurie très forte de personnel masculin et avec la création d'un grand nombre de classes nouvelles.

D'un autre côté, il est impossible d'en revenir au régime ancien qui dispensait les instituteurs du service militaire en temps de paix. Ce régime est mort.

Il faudrait au contraire, que tous nos instituteurs aptes au service armé pussent devenir officiers de réserve.

Il ne m'appartient pas de soumettre de projet concernant les modalités du service pour les instituteurs, mais je ferai part à mon collègue de la Défense nationale de certaines suggestions qui sans viser l'organisation d'un régime de faveur, permettraient cependant de parer aux difficultés de la situation actuelle, tout en assurant complètement, au point de vue militaire, l'instruction et l'entraînement des instituteurs. »

* * *

A propos de l'enseignement normal supérieur, votre Commission a demandé à M. le Ministre s'il n'avait pas l'intention de rétablir les écoles normales de Gand et de Liège; à cette question, elle a reçu la réponse que voici :

« Il n'entre pas dans mes intentions de rétablir les écoles normales supérieures. A mon avis, il y a lieu d'organiser à l'Université la préparation pédagogique des futurs professeurs des Athénées et Collèges. »

* * *

Votre Commission s'est préoccupée de l'éducation des anormaux.

M. le Ministre nous a transmis à ce sujet la note suivante :

Il y a lieu tout d'abord de ne pas confondre les arriérés pédagogiques et les enfants débilités, avec les déficients mentaux, les anormaux.

La plupart des grandes villes ont organisé des classes pour arriérés pédagogiques. Il existe un grand nombre de colonies scolaires où les enfants anémiés, mal nourris, pré-tuberculeux, peuvent aller se refaire, soit pendant les vacances, soit pendant le cours de l'année. L'Œuvre Nationale de l'Enfance, possède ou patronne plusieurs établissements qui accueillent les enfants débilités : Rixensart, Dongelbert, La Panne, Knocke, Calmpthout, Sint-Job-in 't Goor, etc.

La Ligue Nationale contre la tuberculose possède dans notre pays et en Suisse des établissements pour enfants présentant des symptômes de la terrible maladie.

Mon Département subsidie les classes annexées à tous ces établissements en payant les traitements du personnel enseignant.

Le Ministère de la Justice s'occupe des anormaux mentaux. C'est à son

intervention que les petits indigents de cette catégorie sont hébergés dans des établissements spéciaux.

Interrogé au sujet du sort qui sera réservé aux enfants anormaux âgés de plus de 14 ans, M. le Ministre a répondu :

« La loi du 18 octobre 1921 (art. 3 des lois coordonnées) porte « qu'un arrêté royal détermine dans quelles conditions la période de scolarité peut être prolongée pour les enfants anormaux éducatibles. » Jusqu'ici cet arrêté royal n'a pu être pris. Mon département a voulu faire, au préalable, une enquête approfondie sur l'état de la question, sur les nécessités et sur les possibilités. Je tiendrai la main à ce que l'on entre résolument dans la voie des réalisations. Seulement, je crois avoir l'assentiment de tous en disant que tant que les finances communales et les finances de l'Etat ne sont pas restaurées, nous aurions tort de nous montrer trop exigeants. Il entre dans mes intentions de publier à ce sujet une brochure avec des instructions aux communes.

Les anormaux éducatibles pourront donc être retenus à l'école. Quant aux anormaux profonds, ils peuvent être, par les soins du Ministre de la Justice et dans les conditions fixées par les règlements sur la matière confiés à des établissements spéciaux qui les hébergent et les soignent. »

* * *

De nombreux faits cités par divers membres attestent que beaucoup de locaux scolaires destinés à l'enseignement primaire et moyen sont absolument défectueux ; dans de nombreuses communes, les enfants sont entassés dans des écoles mal aérées, mal entretenues ; beaucoup de classes sont surpeuplées, le mobilier scolaire est incomplet.

Dans un grand nombre de communes, les bâtiments, qui étaient déjà insuffisants avant la guerre, se sont trouvés à l'armistice, dans un état lamentable. Dans la zone de l'étape notamment, ils avaient été partout occupés par les troupes allemandes et avaient subi les détériorations accoutumées.

D'autre part, le mobilier et le matériel didactique ont été fortement endommagés ou détruits et devraient être, si pas complètement remplacés, tout au moins notablement complétés.

L'article 131 fixe à 1,500,000 francs la part d'intervention de l'Etat dans les réparations des bâtiments d'écoles des régions dévastées.

L'article 126 prévoit également un crédit de 3 millions pour les constructions, l'ameublement, etc., de maisons d'école et de baraquements scolaires.

L'Etat a décidé d'intervenir pour le développement indispensable et immédiat des constructions scolaires dans les communes sans ressources. D'autre part, aux Développements, on dit que dans les régions dévastées, les directions des écoles privées détruites n'ont plus reconstruit ; il en résulte que les communes doivent pourvoir à l'enseignement d'un plus grand nombre d'enfants et, conséquemment, ouvrir un plus grand nombre de classes. L'obligation scolaire est aussi un des éléments à considérer pour l'augmentation du nombre des classes comparativement à 1914.

Votre Commission ne connaît pas l'importance des travaux que nécessitera la reconstruction de toutes les écoles détruites des communes situées dans la zone du front ; mais il est de toute évidence que ces travaux entraîneront une dépense de plus de 1,500,000 francs.

L'État a, d'ailleurs, décidé de prendre à sa charge exclusive toutes les dépenses concernant les travaux de reconstruction et de réfection des bâtiments scolaires de toutes les communes adoptées par la Nation (circ. min. du 29 août 1921, D n° 59970/40028), même de celles qui sont situées au dehors de la zone du front.

Quant aux travaux relatifs aux bâtiments scolaires des autres communes du pays, votre Commission pour connaître approximativement l'importance des crédits nécessaires a demandé à combien s'élevait la part d'intervention de l'État dans les travaux projetés par les communes ; ces renseignements ne lui étant pas encore parvenus, elle n'a pu établir une statistique complète pour tout le pays.

Par contre, des membres ont pu nous documenter exactement quant à la situation de la Flandre orientale.

Après l'armistice, l'autorité provinciale, justement effrayée de l'état malheureux des locaux scolaires, se mit résolument à l'œuvre et, sous l'impulsion de l'honorable Gouverneur M. Maurice Lippens, chargea les inspecteurs de l'Enseignement de faire une enquête pour se rendre compte sur place des nécessités urgentes.

L'enquête terminée, on évalua en octobre 1919 la dépense qu'exigerait la réorganisation dans toute la province (en ne tenant pas compte des écoles de la ville de Gand où n'était urgente aucune construction nouvelle). Voici cette évaluation (valeur 1914) :

Pour les nouvelles classes à créer	fr. 3,300,000.00
Pour le mobilier à renouveler	420,000.00
Pour le matériel didactique	583,000.00
	fr. 4,103,000.00

Chiffres à multiplier par le coefficient 4 ou 5 pour arriver à la valeur actuelle.

Voici le relevé des travaux qui doivent être subsidiés par l'État, à concurrence d'un tiers.

Nombre des écoles.

Communales	44	Projets dont l'adjudication a eu lieu (chiffre de l'adjudication)	fr. 2,917,087.92
Adoptées	7		
	51		
Communales	33		
Adoptées	4		
	37	Projets dont la mise en adjudication est imminente (chiffres des devis)	fr. 1,440,279.07
		Ensemble.	
			fr. 4,357,366.99

La part de l'Etat pour ces travaux, qui ne concernent que la reconstruction ou l'aménagement des bâtiments scolaires de la Flandre Orientale sera donc de 1 1/2 millions de francs.

Le tableau ci-contre, dressé par un de nos collègues de la Commission, résume, comme suit, la situation des écoles primaires de la Flandre Orientale en octobre 1919.

Il y a lieu d'appréhender que si une enquête semblable était effectuée dans toutes nos provinces, elle ne révèle la grande misère des écoles de Belgique.

Ressorts d'inspection principale.	Nombre d'écoles <i>c</i> = communales <i>ad</i> = adoptées.	Nombre de classes.	Locaux scolaires			Classes défectueuses		Nombre de classes à ériger pour le 4 ^e degré.	Nombre de classes où le moblier est incomplet ou insuffisant.	Nombre de classes où le matériel didactique est incomplet ou insuffisant.
			en bon état.	dans un état passable.	en mauvais état.	notablement surpeuplées plus de 56 élèves.	ayant moins de 4.5 m ² d'air.			
Gand	<i>c.</i> 166	728	96	54	17	82	68	60	176	256
	<i>ad.</i> 163	638	68	82	12	90	111	72	204	268
	329	1,366	164	136	29	172	179	132	380	524
Alost	<i>c.</i> 211	608	49	78	84	194	209	124	413	441
	<i>ad.</i> 239	971	94	107	38	174	170	129	261	308
	450	1,579	143	185	122	368	379	253	674	749
Totaux.	779	2,945	307	321	151	540	558	385	1,054	1,273
						1,098				

N. B. — Au moment où ces renseignements ont été fournis par l'inspection scolaire le maximum d'élèves par classe était encore de 56 et la superficie d'une classe calculée à raison de 1 m² par élève; depuis lors la population max. d'une classe a été fixée à 50.

Il paraît évident à votre Commission que les crédits demandés ne sont pas en proportion avec les travaux à effectuer et elle insiste vivement pour que le Gouvernement les majore sensiblement dès l'année prochaine.

* * *

Beaucoup de communes n'organisant pas le quatrième degré par suite de manque de locaux, votre Commission estime qu'il y a lieu de stimuler le zèle des administrations communales et de leur demander de procéder à l'organisation du quatrième degré avec les moyens dont elles disposent.

Questionné sur ce point, M. le Ministre a donné la réponse suivante :

Il est évident que l'extension de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de 14 ans, a considérablement augmenté la population des écoles. Déjà avant l'instauration de l'obligation scolaire, la surpopulation, des classes sévissait dans maint ressort. La construction de nouvelles classes était donc inévitable. L'État et les provinces aideront les communes à s'acquitter des devoirs que leur impose la loi.

Au présent projet de budget un crédit de 3,000,000 francs figure à cet effet.

Par circulaire du 25 mars dernier, j'ai donné des instructions précises quant à l'organisation matérielle du cours pratique d'enseignement ménager dans les écoles primaires de filles. J'ai tenu à montrer comment les salles de classes ordinaires peuvent être transformées en classes-cuisines, et comment l'enseignement pratique peut être organisé dans les écoles des petites localités.

Pour ce qui est des écoles des garçons, je me propose de lancer une circulaire analogue avant la fin de la présente année scolaire; seulement j'ai cru de sage administration d'attendre les résultats des expériences tentées en diverses communes. L'inspection continuera à stimuler le zèle des administrations communales et des directions des écoles libres, pour qu'elles s'imposent les sacrifices nécessaires à l'organisation du 4^e degré.

Il y a lieu d'espérer que les administrateurs locaux se mettront résolument à l'œuvre.

Votre Commission a demandé également si le Gouvernement ne pourrait subventionner les constructions mi-permanentes au même taux que les constructions permanentes.

Voici la réponse que M. le Ministre nous a fait parvenir :

Le Gouvernement ne désire pas s'engager dans cette voie et n'accorde des subsides à ces constructions qu'à titre tout à fait exceptionnel. C'est ainsi que mon honorable prédécesseur a doté la commune de La Calamine d'installations mi-permanentes, parce que plusieurs centaines d'élèves y étaient sans classe. Ces installations ont coûté très cher à l'État et ont absorbé une bonne partie du crédit inscrit au budget de 1921 pour être

distribué aux communes à titre de subsides pour constructions scolaires.

Les communes auraient d'ailleurs tort de recourir à des constructions mi-permanentes. En s'y prenant à temps et en construisant des écoles plus nombreuses avec moins de classes, les grandes villes peuvent éviter le provisoire et faire immédiatement du définitif.

* * *

Votre Commission est d'avis qu'il y a lieu de concentrer tous les enseignements au Ministère des Sciences et des Arts ; la nature des choses, il est impossible de ne pas s'en rendre compte, exige cette centralisation scolaire.

De nombreuses écoles dépendent aujourd'hui de divers Départements : Ministère de l'Agriculture, de la Justice, de l'Industrie et du Travail, des Colonies, de la Défense nationale, des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes ; chacun de ces Départements a sous sa juridiction des établissements d'instruction.

Pour justifier cet éparpillement, il serait vain d'alléguer le caractère spécial de l'enseignement donné dans ces écoles ; les Facultés techniques des Universités, l'École du génie civil relèvent du Département des Sciences et des Arts et l'enseignement professionnel et ménager ne pourrait pas en relever ! Mais qui peut le plus, peut le moins.

Il est illogique que les écoles de commerce d'Anvers et de Mons soient rattachées au Ministère du Travail alors que celles de Liège et de Gand dépendent du Département des Sciences et des Arts.

L'École coloniale d'Anvers dépend du Ministère des Colonies et il suffirait d'un arrêté royal pour créer une section coloniale au sein des deux écoles de commerce qui relèvent du Département des Sciences et des Arts.

Interrogé sur ses intentions, M. le Ministre nous a transmis la réponse très satisfaisante que voici :

« En ce qui concerne la concentration de tous les enseignements au Ministère des Sciences et des Arts, elle a fait l'objet d'un avis favorable au Conseil supérieur de l'Instruction publique, mais il n'appartient pas au Ministre des Sciences et des Arts seul de la réaliser. Cette question ne sera d'ailleurs pas perdue de vue, elle fera l'objet d'une prochaine délibération du Conseil des Ministres. »

* * *

Passons maintenant à l'examen du budget.

Il prévoit :

Pour dépenses ordinaires une somme de	.	.	fr.	266,656,178.27
Pour dépenses extraordinaires une somme de	.	.		11,442,540 »
Soit ensemble	.	.	fr.	278,098,718.27

De nouveaux amendements présentés par le Gouvernement ont accru les dépenses exceptionnelles.

En suite de ces amendements, le dit projet du Budget s'élèvera :

Pour les dépenses ordinaires, à	fr. 266,656,178.27
Pour les dépenses exceptionnelles, à	11,627,540 »
Ensemble.	fr. 278,283,718.27

Comparés aux crédits alloués pour l'exercice 1921, ces chiffres accusent une augmentation de :

Dépenses ordinaires	fr. 11,615,513.95
Dépenses extraordinaires	5,089,400 —
	fr. 16,703,913.95

Il y a lieu, en outre, de tenir compte des crédits prévus au budget extraordinaire et au budget des dépenses recouvrables.

Dans le tableau ci-dessous, nous comparons les deux exercices de 1921 et de 1922.

	Exercice 1921.	Exercice 1922.	Augmentations.
<i>Budget ordinaire.</i>			
Dépenses ordinaires.	253,040,664.32	266,656,178.27	11,615,513.95
Dépenses exceptionnelles	6,538,140. »	11,627,540. »	5,089,400. »
<i>Budget extraordinaire.</i>			
Dépenses d'outillage	»	18,890,000. »	18,890,000. »
Indemnités mobiles de vie chère	15,909,760. »	17,290,776. »	1,381,016. »
<i>Budget des dépenses recouvrables.</i>			
	750,000. »	775,000. »	25,000. »
Totaux	fr. 278,258,564.32	315,239,494.27	37,000,929.95

La majoration globale est donc de fr. 37,000,929.95

A cette somme il convient encore d'ajouter 900,000. »
pour l'augmentation du traitement des professeurs d'université, des chargés de cours et du personnel scientifique.

Les principales augmentations sont la conséquence des lois votées par le Parlement et notamment des lois relatives à l'organisation des bibliothèques populaires, au paiement par l'État des traitements des instituteurs, à l'emploi des langues en matière administrative, etc.

Votre Commission a tenté cependant un effort de compression ; à cette fin, elle a passé au crible d'une critique sévère les divers articles du budget ; mais cet effort n'a abouti qu'à quelques réductions peu importantes, elle n'a pas cru pouvoir aller plus loin.

D'une part, comme nous l'avons dit, les augmentations proposées sont le fait de la loi; d'autre part, votre Commission a pensé que si une politique d'économies s'impose pour la plupart des services de l'État, celui de l'Instruction publique doit échapper à la règle; il s'agit de conserver intact et d'accroître, dans la mesure du possible, le capital intellectuel et moral de la Nation; comprimer les dépenses, vouloir réaliser des économies à tout prix, dans cet ordre d'idées, serait diminuer les forces vitales du pays, appauvrir son capital spirituel dont il a besoin plus que jamais.

Si éprouvés qu'ils aient été par la guerre, si décidés qu'ils soient à réduire les dépenses, tous les pays ont compris qu'en matière d'instruction, une politique d'économies était une impossibilité absolue. C'est ainsi qu'en France, pour ne citer qu'un exemple, le budget de l'Instruction publique pour 1922 est en augmentation de 139 millions sur celui de 1921.

CHAPITRE I.

ART. 1 A 9.

Administration centrale.

Ce chapitre est en diminution pour 1922 de 13,038 francs.

Cette diminution provient pour 238,300 francs de la disparition d'une charge temporaire du même import inscrite au budget de l'exercice précédent et relative aux fournitures de bureaux, impressions, achats et réparations de meubles, menues dépenses, entretien d'une automobile à l'usage du ministre.

D'autre part, il y a augmentation de 243,014 francs provenant du relèvement des traitements des fonctionnaires.

Cette augmentation se justifie par :

- a) L'application du barème du 25 mars 1921 ;
- b) La désignation d'un certain nombre d'agents nouveaux réclamés par les divers services ;
- c) Les augmentations réglementaires à accorder en 1921.

A propos de l'article 4, votre Commission a émis le vœu de voir remplacer les bibliothèques des divers Départements ministériels, par une bibliothèque centrale; de ce chef, une sérieuse économie serait réalisée.

CHAPITRE II.

Pensions et secours.

L'augmentation de ce chapitre est de 2,444,000 francs,

Elle se justifie :

ART. 6. — 1° Par l'accroissement du nombre de pensions et de leur taux moyen ;

2° Par les conséquences budgétaires de l'application de l'arrêté royal du

22 février 1921 (*Moniteur*, 6 mars) qui met à la charge du Département liquidateur, non plus le premier trimestre de la pension ou une fraction, mais tous les arrérages échus à l'expiration du trimestre pendant lequel la Cour des Comptes approuve le règlement de la pension, le plus souvent six mois après l'entrée en jouissance de celle-ci.

CHAPITRE III.

Sciences et Lettres.

Ce chapitre est en augmentation de 286,290 francs.

Cette augmentation est due principalement à la majoration des crédits prévus par les bibliothèques publiques.

D'autre part, le crédit prévu à l'article 27 pour le Musée royal d'histoire naturelle; matériel et acquisition, exploration scientifique du pays et achat de collections, a subi une diminution de 87,000 francs.

*
* * *

L'article 9 fixe à 7,000 francs la part contributive de la Belgique dans les frais du « *Woordenboek der Nederlandsche Taal* » (dictionnaire de langue néerlandaise).

Votre Commission a l'honneur de vous proposer de porter ce subside à 14,000 francs et cela, à raison de l'augmentation du prix du papier et des frais d'édition.

Interrogé sur ses intentions, M. le Ministre nous a répondu ce qui suit :

« Il ne serait nullement exagéré de porter le subside de 7,000 francs à 14,000 francs ? Mais les augmentations de crédit ne peuvent être admises qu'avec l'assentiment du Ministre des Finances. »

*
* * *

L'article 16 relatif aux bibliothèques populaires majore le crédit alloué en 1921 de 225,000 francs; ce supplément de crédit a été accordé par une loi du 14 octobre 1921; aucune critique ne peut donc être élevée contre l'augmentation proposée.

A propos de cet article, des membres ont émis le vœu de voir le Département des Sciences et des Arts constituer lui-même les bibliothèques publiques et signaler aux directions de ces établissements les livres qui répondraient éventuellement aux besoins de leurs lecteurs.

Interrogé sur ce point, M. le Ministre a répondu ce qui suit :

« Aux termes de l'article 8 de la loi du 17 octobre 1921, l'envoi des livres se fait après entente entre l'administration centrale et la direction de la bibliothèque.

Des circulaires sont donc envoyées aux bibliothécaires pour les inviter à faire connaître les ouvrages qu'ils désirent recevoir et seuls les livres demandés par eux sont acquis par l'administration.

Je ne vois pas d'inconvénient à ce que l'administration, par les divers moyens dont elle dispose, renseigne les directions des bibliothèques et signale les ouvrages qui répondraient aux besoins des lecteurs, mais je ne

suis pas disposé à transmettre aux bibliothèques des livres dont elles n'auraient pas sollicité l'envoi. Si cependant des bibliothécaires déclaraient qu'ils s'en remettent à l'administration pour le choix des ouvrages, il leur serait donné satisfaction. »

*
* *

L'article 11 prévoit un subside de 100,000 francs pour les œuvres complémentaires de l'école.

Des membres ont exprimé le désir de connaître l'usage qui avait été fait du crédit en 1921 ; les œuvres qui avaient été subsidiées, celles auxquelles tout subside avait été refusé et les raisons de ce refus.

M. le Ministre nous a fait parvenir à ce sujet la note suivante :

« Le crédit de 100,000 francs pour 1921 a été distribué à 242 œuvres dont les noms sont énumérés ci-contre. Septante-trois œuvres dont les noms sont également donnés en annexe ont dû être ajournées, soit parce que malgré plusieurs demandes, elles ont négligé de faire parvenir les renseignements nécessaires soit parce que, momentanément, elles ne répondent pas aux principales exigences de l'arrêté royal du 5 septembre 1921.

Un crédit plus élevé eût permis une intervention plus large en faveur des œuvres réunissant les conditions réglementaires pour l'obtention de subsides. »

Votre Commission a estimé qu'il y avait lieu de réduire les crédits prévus aux articles 14 et 15 et relatifs à l'Académie royale de Belgique ; elle a demandé à M. le Ministre de vouloir bien pressentir à cet égard la Commission administrative de l'Académie.

Voici la réponse de M. le Ministre :

« L'attention de la Commission administrative de l'Académie royale de Belgique a été déjà attirée sur la nécessité de comprimer les dépenses de cette Compagnie. »

CHAPITRE IV.

Instruction publique.

Ce chapitre nouveau prévoit un crédit de 210,400 francs. Ce crédit, du moins pour une somme de 200,000 francs, est la conséquence budgétaire de la loi du 15 octobre 1921 relative aux Mieux Doués et qui prévoit pour 1922 un subside de l'État au profit des « Fonds communaux, intercommunaux et provinciaux des Mieux Doués », dont le montant peut être évalué à 200,000 francs pour le quatrième trimestre.

CHAPITRE V.

Enseignement supérieur.

Depuis que le projet de budget a été déposé, la Chambre a voté une loi relevant les traitements des professeurs et des administrateurs-inspecteurs des Universités de l'État.

L'augmentation de ce chef sera, d'après les déclarations de M. le Ministre, d'environ 900,000 francs.

D'autre part, il y a diminution pour 693,875 francs.

Cette diminution est due principalement :

1° A la diminution de la charge temporaire allouée en 1921 pour le matériel des universités de l'État et de leurs dépendances ;

2° A la disparition d'une charge temporaire prévue pour les jurys d'examens constitués par le Gouvernement pour la collation des grades académiques ; la 8^e session d'examens ayant été supprimée, cette charge n'a plus lieu d'être.

A propos de l'article 39 relatif aux traitements du personnel enseignant des universités de l'État, des membres ont exprimé le vœu de voir améliorer la situation réservée aux chargés de cours.

Les dispositions légales qui répartissent le nombre de toges datent de 1882, 1892 et 1896, d'après les facultés.

Il en résulte que les chargés de cours peuvent attendre dix, quinze, vingt ans et plus avant d'obtenir une toge.

Les chargés de cours n'entrent pas à l'Université aussi jeunes que les docteurs en droit, par exemple, entrent dans la magistrature. Une statistique des chargés de cours nommés à l'Université de Liège depuis l'armistice établit que la moyenne d'âge d'entrée à l'Université est de 41 ans. Par conséquent l'avancement des chargés de cours est tardif et la carrière universitaire ne leur offre que des chances de promotions très réduites. Ceci a une répercussion très considérable sur le recrutement même du personnel universitaire, et pour assurer un meilleur recrutement, il est indispensable d'assurer un avancement plus rapide et plus large. Il est à noter d'ailleurs que depuis trente ans de nombreuses branches nouvelles sont enseignées à l'Université et que les cadres fixés par la loi de 1882 à 1896 ne répondent plus à la réalité.

Il est donc impérieux de mettre en rapport le nombre de toges avec l'extension de la science et l'augmentation du nombre des chargés de cours, afin de faciliter le recrutement de ces derniers et leur offrir des chances d'avancement égales à celles d'autres fonctionnaires.

CHAPITRE VI.

Enseignement moyen.

L'augmentation de ce chapitre est de 407,104 francs.

Elle provient principalement du relèvement des barèmes de traitement et des dépenses entraînées par la création de deux écoles moyennes et l'application de la règle consacrée par l'arrêté royal de 1921 (art. 6) relative à la liquidation des frais de dernière maladie et de funérailles.)

Les articles 50 et 51 prévoient un subside de 18,500 francs pour le Conseil de perfectionnement de l'enseignement moyen ; un autre subside de 27,950 francs est également prévu aux articles 60 et 61 pour le Conseil de perfectionnement de l'enseignement normal primaire ; votre Commission

a demandé à M. le Ministre si les services rendus justifiaient ces diverses dépenses et éventuellement s'il n'y avait pas lieu de supprimer ces institutions

Votre Commission a reçu de M. le Ministre la réponse suivante :

« Le Conseil de perfectionnement de l'enseignement moyen a été établi par le législateur (art. 33 de la loi du 1^{er} juin 1830).

L'institution du Conseil de perfectionnement de l'enseignement normal et primaire est également prévue par la loi.

Ces conseils rendent des services signalés en fournissant au Ministre des avis autorisés sur des matières importantes : règlements, arrêtés organiques, etc.

Il convient de remarquer que les Conseils de perfectionnement ne sont convoqués que lorsque leur concours est indispensable : cette façon de procéder réduit au minimum les frais qu'entraînent les réunions.

Il ne peut être question de les supprimer. »

*
* *

L'article 55 comporte un crédit de 18,116,602 francs destiné à payer les traitements des membres du personnel de l'enseignement moyen.

A propos de ce crédit, des membres ont fait observer que le traitement des professeurs d'athénée n'est pas identique et que rien ne justifie cette différence de rémunération.

La loi du 15 juin 1881 a supprimé les catégories qui avaient été établies par le législateur en 1830 et unifié les traitements ; seul le minerval restait différent, mais l'État garantissait un minimum de 700 francs.

Un arrêté royal de 1919 semble avoir rétabli les catégories en incorporant le minerval stabilisé dans la partie fixe du traitement sur les bases suivantes :

Catégorie A. — Minerval : 2,500 francs. Bruxelles, Ixelles, Anvers, Liège, Charleroi.

Catégorie B. — Minerval : 1,800 francs. Gand.

Catégorie C. — Minerval : 1,000 francs. Les dix-sept autres athénées.

Un autre arrêté royal de 1921 a séparé à nouveau du traitement fixe le minerval qui reste garanti pour un minimum, mais qui continue à différer par établissement suivant la classification en catégories établies par l'arrêté royal de 1919.

D'autres membres ont fait remarquer que ce régime différentiel se justifiait par le nombre d'élèves qui fréquentent les athénées ; les établissements des grands centres qui sont classés dans la catégorie A, sont beaucoup plus peuplés que les athénées des petites villes.

Cette explication n'a pu satisfaire les partisans de la suppression des catégories.

En mars dernier, la population des différents athénées du royaume était la suivante :

Anvers,	870	Chimay,	235
Malines,	351	Mons,	408
Bruxelles,	655	Tournai,	299
Ixelles,	799	Huy,	172
Louvain,	366	Liège,	815
Nivelles,	287	Verviers,	236
Tirlemont,	314	Hasselt,	158
Bruges,	219	Tongres,	142
Ostende,	420	Arlon,	281
Gand,	385	Dinant,	115
Ath,	166	Namur,	219
Charleroi,	636		

De ce tableau il résulte que l'athénée d'Ostende compte 420 élèves tandis que celui de Gand n'en compte que 385 et cependant l'athénée d'Ostende est rangé dans la troisième catégorie tandis que celui de Gand appartient à la deuxième.

Votre Commission a demandé à M. le Ministre s'il n'entrerait pas dans ses intentions de supprimer les catégories ;

Voici la réponse que M. le Ministre nous a fait parvenir .

« Les catégories d'athénées royaux ont été supprimées par la loi du 15 juin 1881 et l'arrêté royal du 4 août de la même année. Il n'a jamais été question de les rétablir. »

* * *

A propos du même article 53 des membres de votre Commission ont exprimé l'avis qu'il serait équitable de subsidier les athénées pour jeunes filles. Interrogé sur ses intentions, M. le Ministre a répondu que :

« Les athénées communales pour jeunes filles entrent en marge des lois sur l'enseignement moyen et dans l'état actuel de la législation, à moins d'y être formellement autorisé en vertu de la loi budgétaire, je ne puis les subsidier. Le Conseil de perfectionnement de l'Enseignement moyen étudie l'organisation d'athénées pour jeunes filles.

Lorsque son travail sera terminé, le Gouvernement examinera les modifications à apporter à la législation actuelle. »

CHAPITRE VII.

Enseignement normal.

Ce chapitre est en augmentation de 2,160,900 francs.

Cette augmentation est due :

1° A la création de sections normales gardiennes, d'une section moyenne pour filles à Tournai et d'une nouvelle école normale à Blankenberghe, par l'application du nouveau barème des traitements des professeurs d'école normale et la création de nouvelles classes préparatoires dans les écoles normales et les sections normales moyennes.

2° Au relèvement du taux des bourses d'études accordées aux élèves des écoles normales de l'Etat et des écoles normales agréées.

A propos de l'article 62 des membres ont fait remarquer que les traitements des inspecteurs de l'enseignement primaire ont été relevés dans une proportion bien inférieure à celle qui a été appliquée lors de la majoration des traitements :

- a) des inspecteurs de l'enseignement moyen et normal ;
- b) des membres du personnel enseignant des écoles normales.

Directeurs écoles normales.	Professeurs écoles normales.	Inspecteurs enseignement moyen et normal.	Inspecteurs principaux enseignement primaire.	Inspecteurs cantonaux enseignement primaire.	Observation.
Barème actuellement en vigueur.					
16,000	14,800	19,000	14,200	11,000	Les chiffres ci-contre représentent les traitements fixes maxima non compris indemnités quelconques.
Barème d'avant-guerre.					
6,000	5,000	8,500	7,500	5,500	
Augmentation.					
166 p. c.	196 p. c.	123 p. c.	89 p. c.	100 p. c.	

Votre Commission ne peut qu'émettre le vœu de voir cette anomalie disparaître.

L'article 69 prévoit un crédit de 700,000 francs pour l'amélioration et la location des locaux et matériel des écoles primaires de l'Etat, des sections normales d'enseignement moyen du degré inférieur et des sections gardiennes. Ce crédit a paru insuffisant à votre Commission ; questionné sur ce point, M. le Ministre a donné la réponse suivante :

« La somme demandée est destinée à couvrir les dépenses ordinaires des écoles normales primaires, des sections normales moyennes et des sections gardiennes.

Les crédits nécessaires pour les frais de construction, d'ameublement des écoles normales figurent aux articles 14 à 33 du Budget extraordinaire ».

A propos du crédit prévu à l'article 71 pour couvrir les frais des conférences des instituteurs, des membres ont exprimé le vœu que des conférences trimestrielles soient données, conformément à la loi, au personnel de l'enseignement libre.

Les articles 73 et 74 allouent des crédits au Musée scolaire ; votre Commission avait estimé que le maintien de cette institution ne se justifiait pas et elle avait proposé à M. le Ministre de supprimer les crédits prévus :

Réponse :

« La suppression des crédits prévus est impossible. Mais la question de la concentration au Ministère des Sciences et des Arts des services du Musée scolaire national sera envisagée. »

L'article 83 prévoit un crédit de 100,000 francs pour la construction, acquisition, amélioration et ameublement des maisons d'écoles; frais de surveillance et de contrôle, frais de confection de meubles et de plans-types, organisation d'expositions de mobiliers scolaires.

Votre Commission a trouvé ce crédit insuffisant; interrogé à cet égard, M. le Ministre nous a fait parvenir la note ci-dessous :

La somme de 100,000 francs prévue à l'article 83 est destinée en ordre principal à payer les frais :

- 1° de surveillance des travaux de construction;
- 2° de confection de meubles et de plans-types;
- 3° d'organisation d'expositions de mobilier scolaire.

L'intervention de l'État dans les frais de construction est apportée par les crédits des articles 126 et 131 des dépenses exceptionnelles.

La somme de 100,000 francs est suffisante pour faire face aux dépenses à imputer sur l'article 83.

CHAPITRE VIII.

Enseignement primaire.

Ce chapitre est en augmentation de 5,834,530 francs.

Les crédits alloués pour le service ordinaire de l'instruction primaire sont majorés de 2,600,000 francs.

Le Gouvernement justifie cette augmentation par les considérations suivantes :

- 1° Augmentation normale de la population scolaire.
- 2° Intensification de la fréquentation scolaire par suite des nouvelles dispositions légales.
- 3° Création de classes du 4° degré.
- 4° Dédoubllement des classes surpeuplées.
- 5° Échéance d'une nouvelle période pour augmentations périodiques.
- 6° Admission aux subsides des maîtres spéciaux.

L'article 84 augmente de 2,800,000 francs la part de l'État dans les indemnités accordées aux instituteurs intérimaires remplaçant des membres du personnel enseignant des écoles primaires gardiennes communales, adoptées et adoptables, en congé pour cause de maladie; frais à résulter du contrôle médical des agents en congé pour maladie.

Cette majoration est la conséquence de la loi de 1920 qui a attribué aux intérimaires les avantages pécuniaires accordés aux instituteurs effectifs.

Enfin les récentes lois scolaires qui ont relevé les traitements alloués aux instituteurs ont accru forcément la part de l'État dans les traitements de disponibilité d'instituteurs primaires communaux et adoptés, et d'institutrices gardiennes.

Pour cette raison le crédit prévu à l'article 83 est en augmentation de 340,000 francs.

L'article 91 alloue un crédit de 200,000 francs aux œuvres organisées, pour la distribution de vêtements et chaussures aux enfants nécessiteux des écoles communales, adoptées ou adoptables et, éventuellement, pour subsides aux cantines scolaires organisées à l'intention de ces enfants.

Votre Commission a demandé à M. le Ministre de vouloir bien lui faire connaître :

- a) Les œuvres subsidiées l'an dernier.
- b) Les œuvres auxquelles tout subside a été refusé.

M. le Ministre a répondu ce qui suit :

« Le crédit de 200,000 francs inscrit à l'article 91 du budget du Département pour 1921 n'a pas encore été entamé. Mon administration étudie les bases d'une répartition équitable.

Jusqu'ici seules les œuvres figurant au tableau ci-joint ont introduit une demande de subsides. Chacune d'elles a été invitée à fournir les statuts ainsi que ses comptes et budgets pour l'année 1921 et éventuellement pour l'année 1922.

Le crédit de 200,000 francs sera largement suffisant pour l'exercice 1921.»

OEuvre du Vestiaire scolaire. Année 1921.

A) OEuvres communales.

- 1 Anderlecht (montant des comptes) 47,144.25.
- 2 Comines.

B) OEuvres privées par écoles communales.

- 1 Gontoux.
 - 2 Bellaire (montant des comptes) 6,580.00
 - 3 Anvers 30,616.10
-
- 57,196.10

C) OEuvres privées pour écoles privées.

	Comptes
1 Liège, rue du Haut Pavé, 51	495.00
2 Liège, rue Puits en Sock	4,878.00
3 Visé, rue de la Station	862.00
4 Beverloo, Reine Elisabeth	4,077.25
5 Bourg-Léopold, École adoptable.	1,988.00
6 Andenelle, École adoptable Saint-Louis	262.50
7 Andenelle, École adoptable (filles), rue du Châlet.	1,710.30
8 Waremme, Vestiaire Saint-Nicolas	2,567.44
9 Ans, École adoptable (filles)	77.752
10 Liège, rue Sainte-Walburge (filles)	642.00
11 Andrimont, École gardienne	186.00
12 Esneux, École adoptable	591.50
13 Tihange, École adoptable.	
14 Saint-Remy Argenteau, École adoptable (filles).	
	19,032.74

NOTE. — Les dépenses effectuées par ces œuvres s'élèvent d'après les renseignements parvenus au Département :

I. OEuvres communales.	47,144.25
II. OEuvres privées pour écoles communales	37,196.10
III. OEuvres privées pour écoles privées	19,032.74
	103,373.09

N. B. — L'œuvre communale de Comines, l'œuvre privée pour les écoles communales de GontroUX et les œuvres privées pour écoles privées de Tihange et Saint-Remy Argenteau, n'ont pas encore fourni leurs *comptes*.

CHAPITRE IX.

Beaux-Arts.

Ce chapitre est en augmentation de fr. 960,702.95.

Cette augmentation provient principalement de la majoration de la donation de l'État à l'Institut supérieur et l'Académie royale des beaux-arts d'Anvers (180,000 francs) et de l'inscription parmi les dépenses ordinaires du subside accordé au Théâtre royal de la Monnaie; ce subside qui était de 235,000 francs l'an dernier a été porté à 315,000 francs.

D'autre part, l'application d'un barème nouveau au personnel des quatre conservatoires de musique de Bruxelles, de Liège, de Gand et d'Anvers a nécessité une majoration des crédits alloués de 272,815 francs.

L'article 93 prévoit un crédit de 200,000 francs pour les expositions générales des beaux-arts; part d'intervention de l'Etat dans les frais d'acquisition, pour les musées locaux, d'œuvres d'artistes belges et étrangers envoyées aux expositions. Subsidés aux sociétés instituées pour l'encouragement des beaux-arts, aux expositions locales, aux expositions organisées à l'étranger dans l'intérêt de l'Ecole belge (y compris une somme de 50,000 francs en charge temporaire).

Votre Commission a demandé à M. le Ministre de vouloir bien lui faire parvenir un relevé des sommes liquidées sur cet article du budget de 1921.

Réponse :

« Une somme de 200,000 francs, dont 50.000 francs en charge temporaire, est inscrite au budget du Département pour 1921. L'exposition qui devait être organisée au « Jeu de Paume », à Paris, n'eut pas lieu et les 50,000 francs inscrits en charge temporaire ne furent pas dépensés. Le tableau ci-après donne le relevé des sommes liquidées sur l'article 91 du budget de 1921 :

a) Service des expositions : Secrétariat, garde du matériel, etc.	fr.	11,800.17
b) Organisation de l'exposition d'art belge à Barcelone	.	31,031.45
c) Organisation de l'exposition d'art belge à Paris	.	18,860.66
d) Subsidés alloués à la Société Royale des Beaux-Arts de		

Liège pour assurer l'organisation du Salon triennal :

a) Subside pour organisation	fr. 15,000 »	
b) Subsidés accordés à des artistes ayant participé à ce salon	4,500 »	
c) Subsidés pour acquisitions d'œuvres exposées	9,299.99	28,799.99
e) <i>Subsidés accordés annuellement à des cercles d'art, pour l'organisation d'expositions locales :</i>		
1. Cercle d'art l'Essaim, à Mons	fr. 300 »	
2. Exposition de Spa	1,000 »	
3. Cercle artistique de Huy	400 »	
4. Cercle artistique et archéologique de Malines	600 »	
5. Cercle artistique de Tournai	2,000 »	
6. Cercle l'Essor, à Huy	2,000 »	
7. Société pour l'encouragement des Beaux-Arts, à Malines	3,000 »	
8. Cercle Bon Vouloir, Mons	1,000 »	
9. Union des Femmes Walonnes	4,000 »	14,500 »
f) <i>Comité de propagande italo-belge :</i>		
Subside accordé pour l'organisation d'expositions en Italie.	12,000 »	
Total.	fr. 116,792.27	

Les articles 106 et 107 allouent des crédits pour le Pavillon chinois et la Tour japonaise, qui relevaient précédemment du Ministère des Affaires Étrangères.

Votre Commission a trouvé ces crédits exagérés ; elle a proposé à M. le Ministre de les diminuer de 20,000 francs et de vouloir bien examiner la possibilité de les supprimer pour le prochain exercice.

Nous avons reçu de M. le Ministre la réponse très satisfaisante que voici :

Art. 107. — La suppression de ces articles est impossible. Le personnel occupé à la Tour japonaise et au Pavillon chinois comprend neuf agents et la somme inscrite à l'article 106 est indispensable pour payer leur traitement. Une réduction de 20,000 francs est possible sur l'article 107. Aucune destination n'a encore été donnée à la Tour japonaise, qui constitue un ornement du domaine royal.

CHAPITRE XI.

Services divers.

Ce chapitre est en augmentation de 4,904,000 francs.

Cette augmentation provient de la majoration des crédits prévus pour la construction et ameublements des locaux :

1° Pour l'enseignement moyen, 6,507,000 francs ;

2° Pour l'enseignement primaire, 2 millions de francs.

D'autre part, il y a diminution par suite du transfert au Budget des Dépenses extraordinaires des crédits prévus pour la construction et l'ameublement des écoles normales (3,250,000 francs) et du transfert aux Dépenses ordinaires du subside accordé au Théâtre royal de la Monnaie.

*
* * *

Deux articles nouveaux introduits par le Gouvernement par voie d'amendement majorent l'augmentation de ce chapitre de 185,000 francs.

Le premier alloue un subside de 125,000 francs à l'école moyenne belge d'Aix-la-Chapelle.

Ce crédit avait été primitivement inscrit au Budget de la Défense Nationale.

Le Gouvernement ayant jugé préférable de placer la nouvelle école sous la direction du Ministère des Sciences et des Arts, il est logique de rattacher le crédit au budget de ce Département.

Art. 137. — Subside destiné à la publication d'œuvres littéraires et scientifiques en vue de remédier à la crise du papier et de l'imprimerie ; frais de route et jetons de présence des membres des comités d'études.

Crédit demandé : 60,000 francs.

Bien qu'elle ne pense pas que le crédit sollicité puisse remédier à la crise du papier et de l'imprimerie, en raison cependant de l'augmentation considérable des frais d'édition, votre Commission estime le crédit justifié.

Nous proposons donc l'adoption de ces deux amendements.

Sous le bénéfice des observations ci-dessus présentées, la Commission des Sciences et des Arts admet, à l'unanimité des membres présents, le Budget des Sciences et des Arts pour 1922.

Le Rapporteur,

TH. GOLLIER.

Le Président,

E. BRUNET.

— 93 —

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1921-1922.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN WETENSCHAPPEN EN KUNSTEN VOOR HET DIENSTJAAR 1922 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER GOLLIER.

MIJNE HEREN,

Namens uwe Commissie hebben wij de eer, u verslag uit te brengen over het ontwerp van begroting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten voor het dienstjaar 1922.

De Afdeelingen hebben het ontwerp van begroting bij eenparigheid aangenomen.

Zij hebben zich echter, bij het volbrengen van hunne taak, niet beperkt bij het onderzoek van de aangevraagde credieten; zij hebben daarenboven wenschen uitgebracht en vraagstukken opgeworpen, die getuigen van het hoog belang dat door gansch de Kamer gehecht wordt aan het groot probleem van het openbaar onderwijs.

Leerplicht, inrichting van het lager onderwijs van den vierden graad, opeenvolging, eenmaking en samenordening van al de algemeene en bijzondere onderwijsgraden, concentratie van de verscheiden soorten van onderwijs in het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, opvoeding van abnormalen, opvoeding op lichamelijk, esthetiek en zedelijk gebied, al deze

(1) Begroting, n^o 24^{vii}.

Amendementen, n^o 255.

(2) De Bijzondere Commissie, onder voorzitterschap van den heer Brunet, was samengesteld uit :

- 1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Binnenlandsche Zaken, het Onderwijs, de Wetenschappen en Kunsten* : de heeren Brunet, voorzitter, Amelot, Blavier, Boone, Cocq, Debruyne (René), Destrée, Doms, Flagey, Heyman, Huysmans, Max, Melckmans, Ramaekers, Rombauts, Souplit.
- 2) *Zes leden benoemd door de Afdeelingen* : de heeren Gollier, Souplit, Ramaekers, Sinzot, Van Dievoet, Verachtert.

vragen, welke voor het meerendeel waren behandeld geworden door de Afdeelingen, werden ook in overweging genomen door de Bestendige Commissie voor Wetenschappen en Kunsten, aangevuld door de verslaggevers der Afdeelingen.

In het verslag, dat wij de eer hebben u voor te leggen, zullen wij het dan ook niet laten bij het onderzoek der begrooting, maar zullen wij enkele vraagstukken van algemeenen aard bespreken, die, zonder eigenlijk de begrooting zelf te betreffen, zeer nauw verband houden met het openbaar onderwijs.

Het eerste onder deze betreft den *leerplicht*.

Bij het eerste artikel der wet van 19 Mei 1914 wordt bepaald dat de gezinshoofden verplicht zijn aan hunne kinderen een behoorlijk lager onderwijs te bezorgen overeenkomstig de bepalingen der wet; de verplichting gaat over een tijdsbestek van acht jaren.

Indien de bekomen uitslagen over het algemeen bevredigend kunnen genoemd worden, zijn er toch nog talrijke ouders die zich, uit onbezorgdheid of uit onwetendheid der wet, aan hun plicht onttrekken.

Tot het voorkomen der overtredingen, heeft de wetgever van 1921 een beroep gedaan op de medewerking van de plaatselijke politie en van de Rijkspolitie; hij heeft hun voor opdracht gegeven, de aan leerplicht onderworpen leerlingen, die zij onder de schooluren, op straat of op het veld dolend, zouden ontmoeten, naar hunne school te leiden.

Nauwkeurige feiten, ons door de leden der Commissie en der Middenafdeeling ter kennis gebracht, laten niet toe de gelukkige uitslagen van de tusschenkomst in twijfel te trekken; zoo is te Antwerpen het schoolverzuim, — dank zij dit toezicht — met 80 t. h. verminderd; dezelfde verbetering werd vastgesteld te Sint-Nikolaas.

De Commissie meent dat de toepassing van dien maatregel diende algemeen gemaakt te worden en dat er termen zouden zijn om, bij ministerieel omschrijven, de aandacht der betrokken overheden te vestigen op de doeltreffendheid van dit middel, dat door den wetgever te hunner beschikking werd gesteld om de aan de ouders opgelegde verplichting te doen nakomen.

Anderzijds ontsnappen nog een aantal kinderen aan elk toezicht. Indien de kinderen beneden 14 jaar, die de voorbereidende klassen der middelbare scholen volgen, aan leerplicht zijn onderworpen, bleef deze nochtans een doode letter, omdat het toezicht slechts voorzien werd voor het lager onderwijs. In afwachting dat er wetsbepalingen deze leemte komen aanvullen, dienden er voorloopige maatregelen te worden getroffen om de contrôle over het schoolbezoek der middelbare scholen door de schoolplichtige kinderen te verzekeren.

* * *

Het tweede vraagstuk, waarom uwe Commissie zich bezorgd maakte, is dat van de *samenordering van de verscheiden algemeene en bijzondere onderwijsgraden*.

Uwe Commissie werd getroffen door de leemten die er bestaan tusschen

de verschillende graden van het onderwijs; deze lijden gebrek aan samenhang, aan eenheid.

Gewis, de wet van 1914, die inzonderheid het onderwijs van den vierden graad heeft ingericht, heeft de leemte aangevuld tusschen het lager onderwijs en het vakonderwijs, doch deze band bestaat nog niet tusschen het lager en middelbaar onderwijs. Het programma der voorbereidende klassen in de middelbare scholen, athenæa en colleges stemt niet juist overeen met het programma voor het lager onderwijs.

Daarenboven, naar de meening van den Hoogen Raad van Openbaar Onderwijs en van talrijke hoogleeraars, sluit het middelbaar onderwijs niet voldoende aan bij het hooger onderwijs.

Welnu, zoo dit gebrek aan eenheid een langen tijd heeft kunnen duren zonder een al te groote schade te berekkenen, kan men het toch dringend achten, het te verhelpen. Tot hiertoe bleven de twee onderwijsgraden, de lagere en de middelbare, duidelijk van elkaar gescheiden. De eerste trok de groote massa der volkskinderen aan; de tweede ontving in ruimere mate de burgerskinderen. Dat het middelbaar onderwijs voor de zonen van den werkliedenstand gesloten was, zullen wij niet beweren: dit ware overdrijving. Doch over het algemeen werd in dien zin beslist door de omstandigheden van het leven.

De lagere school was dus ook, om eene thans in de mode zijnde uitdrukking te bezigen, een levensschool, op haar manier wel te verstaan, d. i. eene school van het leven zooals het dan werd opgevat. Want het onderwijs deelt onvermijdelijk in het algemeen karakter der instellingen. De school wordt gevormd naar het leven. En hoe de mogelijkheid opgevat van een democratisch onderwijs in eene maatschappij die leefde onder het politiek stelsel van het belastingkiesrecht en onder het militair stelsel der plaatsvervangings?

Dat die « verburgering » van het onderwijs, zooals sommigen dit noemen, niet de gelijkheid bij het vertrekpunt huldigde, dat is mogelijk, dat is zelfs zeker, mag men zeggen; doch beweren dat zij een onoverkomelijk beletsel zou geweest zijn, voor de verdienstelijke elementen van de volksstanden, om naar omhoog te klimmen, dat ware blijk geven van weinig bezorgdheid voor de waarheid. Tot groote eer van den volksstand dient te worden gezegd dat, hoe groot ook de hinderpaal was, hij door vele zijner zonen te boven werd gekomen; zooals het wel meer gebeurde in onzen werkliedenstand, werd de hinderpaal een springplank voor hun wil, die reeds gehard werd in de strenge school van ontberingen en offers.

Thans is echter de toestand aanzienlijk veranderd.

In de algemeene evolutie, die ons in eene voortdurende beweging naar een nieuw ideaal medevoert, worden onze instellingen, de eene na de andere, op democratischen leest geschied. Zal ook het onderwijs zich niet moeten aanpassen bij het nieuw sociaal leven? Wie ziet niet in dat deze aanpassing sedert den oorlog in volle wording is, dat zij steeds meer eene werkelijkheid wordt?

Reeds hebben sommige maatregelen haar voorbereid : de wet van 1914 voerde het kosteloos schoolgaan en den leerplicht in; de wet van 1921 op het Fonds der meest begaafden heeft het geldelijk beletsel uit den weg geruimd, waardoor vele volkskinderen uit het onderwijs werden geweerd; ten slotte, openen talrijker geworden studiebeurzen en de Hoogeschoolstichting hun ruim de deuren van het hooger onderwijs.

De logica eischt dat men niet op dezen weg blijve stilstaan en dat men voortga tot het einde toe. Moest men trouwens de dichte wanden, die thans de verschillende onderwijsgraden van elkaar scheiden, handhaven, moest de evolutie, die reeds plaats had, plotseling stilstaan, dan zouden de voorbereidende maatregelen, waarop wij zooeven zinspeelden en welke door gansch het land geestdriftig werden onthaald, al hunne beteekenis verliezen. In elk geval zouden zij de vruchten niet afwerpen, die men met recht en reden er van verwachten mag.

De redenen om dewelke het vakonderwijs moet berusten op den vierden graad, zijn in 't oog loopend.

Het is hier niet de plaats om te herinneren aan onze puinen en aan de noodzakelijkheid om die weder op te bouwen, aan onze behoefte aan uitvoer en aan het feit, dat onze Geallieerden van gisteren hunne deuren sluiten voor onze producten, hunne grenzen bijna onoverschrijdbaar maken. Dit zijn droevige feiten, welke de achtbare leden der Kamer steeds voor oogen hebben.

Daaruit volgt dat het vraagstuk der productie gedurende langen tijd nog een van onze groote bezorgdheden zal zijn. Het problema van ons voortbrengend vermogen zal al de andere overheerschen. De stoffelijke arbeid zal aan waarde toenemen. Het valt niet te betwijfelen of de uitbreiding van het vakonderwijs, waar het aan de nijverheid beter geschoolde en dus meer opbrengende arbeidskrachten zal bezorgen, zal bijdragen tot de oplossing van dit geducht vraagstuk.

Onlangs nog liet de heer Moyersoen, Minister van Nijverheid en Arbeid, het opmerken : De ontwikkeling, evenals de toekomst van onze nijverheid hangen af van een ruime uitbreiding van dit soort onderwijs; ook de handhaving der winstgevende loonen is er aan ondergeschikt; welnu, voegde hij erbij : « Alhoewel wij 800 openbare of private scholen hebben, waarin vakonderwijs, huishoud-, nijverheids- of handelsonderwijs gegeven wordt en welke afhangen van het Ministerie van Arbeid en diens steun genieten, kan men zeggen dat het problema in België nauwelijks aangeraakt werd. »

En zonder uitspraak te willen doen over de vraag of het technisch onderwijs moet worden verplichtend gemaakt, kwam hij tot het besluit, dat het er evenwel op aan kwam, het terrein voor te bereiden en in elk geval de verspreiding van het onderwijs te bevorderen door het oprichten van talrijke scholen, daarbij een beroep doende tegelijk op de openbare besturen en op het privaat initiatief.

Maar, zoo er termen zijn om zich ijverig bezig te houden met de vak- en beroepsopleiding van den arbeider, dient toch ook zijn algemeene ontwikkeling niet uit het oog te worden verloren : alvorens er een bedreven arbeider van te maken, behoort men er eerst een man van te maken zonder meer, en aangezien hij

nooit verder zal gaan dan de lagere school, is het noodig dat deze hem de algemeene ontwikkeling geve, die hem zal in staat stellen zijn mannenwerk te verwezenlijken.

*
* *

Hoe nu de aansluiting er van verzekerd met het middelbaar onderwijs?

De lagere vierde graad lijkt wel het natuurlijke aanhechtingspunt er van te moeten zijn. Maar welke waren tot hiertoe de uitslagen van dien vierden graad, tot wiens inrichting in 1914 besloten werd?

Wellicht ware het een blijk geven van overdreven optimisme, die uitslagen bevredigend te noemen. Inderdaad, de door het Departement van Wetenschappen en Kunsten verstrekte inlichtingen wijzen er op, dat de vierde graad, op den datum van 31 December 1920 slechts bestond in 1,058 scholen.

Er dient te worden opgemerkt dat de wet, alhoewel in 1914 aangenomen, onvermijdelijk gedurende den oorlog een doode letter is gebleven; anderzijds bezitten wij nog niet de statistische gegevens voor 1921. Laten wij er nog bijvoegen dat de Minister verklaard heeft dat de inrichting op normale wijze vordert en dat zij dit jaar een grooten stap vooruit zal gaan.

Uwe Commissie dringt ten zeerste aan opdat men het karakter van dien vierden graad handhave; nauwkeurig bepaalde feiten, waarop verscheidene leden gewezen hebben, staven de meening dat sommige gemeenten dit onderwijs ontaarden door het belang van de technische cursussen te overdrijven. De eene, nijverheidsgemeenten, geven aan den handenarbeid een te uitsluitend technisch karakter; de andere, landelijke gemeenten, schijnen den vierden graad te verwarren met het landbouwkundig beroepsonderwijs.

Op deze wijze wordt dit onderwijs van zijn natuurlijk doel afgewend. De vierde graad is geen beroepsonderwijs. Hij behoort tot de algemeene opleiding. Hij voleindt het lager onderwijs en is er de bekroning van.

De Commissie heeft aan den Minister gevraagd, aan de gemeenten te herinneren welk het waar karakter is van den vierden graad.

En juist omdat de vierde graad deel uitmaakt van het lager onderwijs, is uwe Commissie van meening dat hij dient te worden onderworpen aan het toezicht van den lageren schoolopziener.

Gewis was het noodig, zooals verscheidene leden het lieten opmerken, dat men zich daartoe bij den aanvang wendde tot deskundigen, tot bijzonder bevoegde mannen om het nieuw onderwijs in te richten, maar zoodra hunne zending zal ten einde zijn, vraagt uwe Commissie dat men hen zou terugschicken aan hun vroeger ambt en dat men het toezicht op den vierden graad zou in handen geven van het lager schooltoezicht.

*
* *

En thans komen wij terug tot de vraag die wij hierboven stelden: Hoe de aansluiting verzekerd van het lager onderwijs met het middelbaar onderwijs?

Drie oplossingen werden door uwe Commissie in overweging genomen.

De eerste stelt voor, de middelbare school, alleen, te doen steunen op het lager onderwijs, daarbij de tegenwoordige inrichting van de athenæa en colleges ongerept latend; de tweede stelt voor, de middelbare school, het athenaeum of het college te vestigen op den lagereu derden graad; de derde, vooruitgezet door den Hoogen Raad van het Onderwijs, stelt voor, de vier graden van het lager onderwijs te beschouwen als zijnde, voor de jonge meisjes evenals voor de jongelingen, het uitgangspunt van het middelbaar onderwijs en van het technisch onderwijs.

Leden lieten opmerken dat het feit, het middelbaar onderwijs van den eersten graad alleen te vestigen op den lagereu vierden graad, gelijkstaat zoo niet met het ontzeggen van den toegang van het kind tot het middelbaar onderwijs van den tweeden graad, dan toch met het daartoe te verminderen; dat dit gelijkstaat met het bestendigen der bestaande leemten en dat het feit, het middelbaar onderwijs van den eersten of den tweeden graad ook te vestigen op den lagereu derden graad, gelijkstaat met de uitsluiting van tal van kinderen uit dit onderwijs.

Inderdaad, deze oplossing sluit in zich het bestaan, bij de athenæa en colleges, van bijzondere voorbereidende klassen, welke tal van kinderen, om reden van den afstand, van de dure verkeersmiddelen, van het dure leven, onmogelijk kunnen bezoeken, terwijl zij gemakkelijk in hunne gemeente het onderwijs van den vierden graad zouden kunnen volgen.

Die oplossing noopt daarenboven het kind en de ouders, op voorbarige wijze een hoofdzakelijk problema op te lossen : dat der definitieve beroepskeuze. Hoe wil men dat een kind van 10 tot 12 jaar zich met volle besef rekenschap geve van zijn aanleg en vaardigheden en zijne « roeping » leere kennen? Hoe beangstigend dit problema is, werd zeer duidelijk in het licht gesteld bij de besprekingen gehouden in de subcommissie tot eenmaking, van de Koninklijke Commissie tot hervorming van het middelbaar onderwijs. « Een kind dat de zesde klasse begint, sprak de heer Dejace, weet volstrekt niet welk zijn later beroep zal zijn ; het kent evenmin als zijne ouders zijn aanleg en zijn voorkeur. En nochtans moet eene beslissing worden genomen. De toekomst van het kind wordt een kansspel; volgens het geval sluit men of opent men voor het kind, voor altijd, een zeker aantal vakken. Dit is voor het gezinshoofd een zeer ernstige bezorgdheid, een zeer zware verantwoordelijkheid; voor het kind is het een verschrikkelijke onzekerheid. Waar men integendeel de beslissing later doet intreden, kunnen de orders uitspraak doen met een betere kennis van zaken. »

De voorstanders van die oplossing hebben ook opgemerkt dat zij dringend geëischt wordt door de meest vooraanstaande personaliteiten op gebied van onderwijs; zij werd voorgestaan door de subcommissie in den schoot van de Commissie tot hervorming van het middelbaar onderwijs; deze subcommissie was samengesteld uit de heeren Demeur, Francotte en Prins, van de Hoogeschool te Brussel; de heeren Discailles en Hofman, van de Hoogeschool te Gent; de heeren Kurth en Dejace, van de Hoogeschool te Luik; den heer Proost, van de Hoogeschool te Leuven; de heeren Gérard, Lefebvre, Jottrand, Ramackers, Rogius, kanunnik Van Caeneghem en den algemeen bestuurder Van Overbergh; hij eenparigheid deed zij uitspraak tegen de voorbarige specialisatie en ten voordeele van een studiëncyclus, gemeen aan alle kinderen.

Andere leden hebben de meening uitgedrukt dat het niet is bij het verlaten van den 4ⁿ graad, maar bij het verlaten der 6^e lagere klasse, dat de leerlingen naar het college of naar het athenaeum moeten overgaan; hen langer houden, ware hunne belangen te kort doen.

Dat men dan, als men wil, een examen inrichte op het einde van den lagere 3ⁿ graad om te bepalen welke kinderen men vatbaar acht voor de humaniora, met kans op werkslagen. Voor hen, zal de 4^e graad doorgemaakt worden in de twee lagere klassen der humaniora.

Anderzijds moet men zich niet ontveinzen dat het vraagstuk zeer ingewikkeld is.

Zeër bevoegde personen beweren dat het middelbaar onderwijs een eigen reden van bestaan en eigen methodes heeft; van de uitstekendheid er van heeft het overvloedige bewijzen geleverd; sommigen beweren zelfs dat het een onaan- tastbaar geheel vormt en dat wijziging van een onderdeel gansch het stelsel aan 't wankelen kon brengen.

Dat men het peil van het lager onderwijs verhoogt, zeggen zij, is een goede zaak, door iedereen wenschelijk geacht; doch, mocht men, om dit doel te bereiken, het peil van het middelbaar onderwijs verlagen, dan zou de hervorming maar schijnbaar democratisch zijn. Het aantal ontwikkelde burgers zou slechts toenemen dank zij eene vermindering der ontwikkeling zelve.

Het komt er dus op aan eene formule te vinden die, terwijl zij aan het lager onderwijs toelaat zijn volle uitwerksel te geven, het middelbaar onderwijs niet ontaardt.

Het op te lossen problema is ernstig, zeer ernstig. Zooals wij het reeds zegden, was het onderwijs van den 4ⁿ graad op het einde van 1920 in 1,038 scholen van het Rijk ingericht. De achtbare Minister heeft verklaard dat dit jaar een groote vordering zou worden gemaakt; wij zullen dus onvermijdelijk van jaar tot jaar het aantal kinderen zien toenemen, die, na de lagere school te hebben voleindigd, een blijk van aanleg geven en tevens neiging voelen voor de hogere studiën.

Het mag niet dat men aan het lot dier kinderen onverschillig blijve; hunne belangen eischen dat zij hunne studiën kunnen voortzetten. Dit ligt ook in de belangen der gemeenschap. Want wij zijn niet alleen voor ons alleen geboren; wij zijn geboren voor het sociaal leven en de geestelijke en zedelijke verbetering, welke de studie aan een volkskind bezorgt, komt gansch het lichaam ten goede en blaast aan gansch de samenleving der menschen een nieuwen adem in.

Indien elk dezer oplossingen voorstanders heeft gevonden in den schoot uwer Commissie, was men het nochtans eenparig eens over de noodzakelijkheid, de middelbare school ten minste te vestigen op het heringericht lager onderwijs.

Voor 't overige vraagt uwe Commissie aan den achtbaren Minister, aan het onderzoek van de verschillende Verbeteringsraden het algemeen plan der hervormingen te onderwerpen, dat door den Hoogen Raad van Openbaar Onderwijs werd opgemaakt.

Op dit voorstel antwoordde de Minister het volgende :

« De Hooge Raad van Openbaar Onderwijs heeft een algemeen plan tot hervorming van het onderwijs opgemaakt, dat, met het oog op de practische

verwezenlijking er van, moet onderworpen worden aan het onderzoek van de verschillende Verbeteringsraden. Dit onderzoek zal stelselmatig doorgezet worden. Van nu af aan is het vraagstuk van de aansluiting van het lager onderwijs met het middelbaar onderwijs, « met afschaffing, desnoods, in het middelbaar onderwijs, van alles wat volgens de wet tot het lager onderwijs behoort » — aansluiting die de algemeene hervorming tot grondslag strekt — ter behandeling onderworpen aan eene gemengde commissie bestaande uit leden van den Hoogen Raad van Openbaar Onderwijs en van de Raden tot verbetering van het onderwijs en van het normaal en lager onderwijs. Het werd reeds onderzocht door de Raden van middelbaar en van lager onderwijs.

« De Middenafdeeling zal begrijpen dat het onmogelijk is, aan het Parlement studiën en werken voor te leggen, die nog in het stadium van louter administratief onderzoek verkeerden. »

Dit antwoord getuigt van den goeden wil van den Minister en uwe Commissie kan slechts den wensch uitbrengen dat de Verbeteringsraden hun onderzoek zouden bespoedigen.

* *

Het tot stand brengen van eene betere aansluiting tusschen het lager en middelbaar onderwijs zou noodzakelijkerwijs terugwerken op de inrichting van dit laatste.

Voor de middelbare scholen zou het programma van de voorbereidende afdeelingen dienen te worden eengemaakt met dat van het heringericht lager onderwijs; voor de athenaea of de colleges zou het programma derzelfde afdeelingen en dat der 7^e of, eventueel, der 6^e en 5^e klasse van de tegenwoordige humaniora moeten overeenkomen met het programma der lagere eerste zes jaren of dat der acht jaren, naar gelang de aanpassing zou geschieden met den derden of den 4ⁿ graad.

Het spreek vanzelf dat die eenmaking niet zoo streng zou zijn dat alle bijzonder onderwijs zou uitgesloten zijn; de toevoeging bij het gemeenschappelijk programma van een of ander vak zou volkomen overeen te brengen zijn met de eenmaking, welke wij voorstellen.

Doch, waar het splitsingspunt geplaatst?

Dient met het onderwijs van het Latijn een aanvang gemaakt te worden in de vijfde en met dat van het Grieksch; dient men, zooals de Hooge Raad van het Openbaar Onderwijs voorstelt, een aanvang te maken met de studie van het Latijn slechts in de vierde, met die van het Grieksch in de derde en bij de huidige regeling een hogere rhetorica in te stellen; in de vierde of dient er verder gegaan — misschien te ver — en, met den Bond van het Officieel Middelbaar Onderwijs, de studie van het Grieksch en het Latijn een aanvang te doen nemen slechts in de hogere afdeeling, zijnde de derde klasse tot de rhetorika?

Dit is een ingewikkelde kwestie, te beslechten door de betrokken Raden voor verbetering van het onderwijs.

* *

Een lid had de afschaffing der middelbare scholen voorgesteld. Deze afschaffing lijkt niet wenschelijk. Vele kinderen, die wenschen middelbare studiën te doen, zouden om reden van geographischen aard niet steeds de gelegenheid hebben athenaea te bezoeken. Die scholen, ten andere, voldoen aan een wezenlijke behoefte.

De middelbare school bereidt de jongelingen voor tot de toegangsexamens tot openbare betrekkingen en verschaft aan den handel, de nijverheid, het bankwezen, het meerendeel hunner beamten.

Steunende op den vierden graad van het lager onderwijs, zoo zouden de middelbare scholen, volgens het algemeen hervormingsplan, twee studiejaaren bevatten, welke zoodanig zouden ingericht zijn dat de leerlingen, die het middelbaar onderwijs van den tweeden graad wenschen te ontvangen, het tweede jaar der moderne humaniora kunnen volgen.

*
* * *

Uwe Commissie kon niet onverschillig blijven aan de nauwere aansluiting die wenschelijk blijkt tussehen het middelbaar onderwijs en het hooger onderwijs.

Om deze aansluiting te kunnen verwezenlijken, heeft een der leden van uwe Commissie een wetsontwerp ter tafel gelegd tot instelling van eene proef van verstandontwikkeling met het oog op de toelating tot de hoogeschoolstudiën. Ons behoort het niet, uitspraak te doen over de waarde van het door ons medelid genomen initiatief. De waarheid verplicht ons echter te zeggen dat de groote meerderheid van de universitaire wereld vurig eene hervorming verlangt. De heer Gravis, hoogleeraar aan de universiteit te Luik, heeft in een vlugschrift dat onder de openbare meening veel opgang maakte en getiteld was : « *Quel est le savoir des étudiants à leur entrée à l'Université?* », gewezen op de betreurenswaardige leemten in de ontwikkeling der jeugd. Moet men hem gelooven — en hij is niet alleen die meening toegedaan —, dan is ten minste een derde der leerlingen, die in de faculteit voor wetenschappen gaan, onbekwaam de cursussen met vrucht te volgen.

Bij de behandeling van de begrooting in den Senaat, heeft de heer Dejae, rector van de Hoogeschool te Luik, den wensch uitgedrukt dat de noodkreet van dezen uitstekenden leeraar zou aanhoord worden en hij voegde er bij dat de Minister van Wetenschappen en Kunsten, die de zaak krachtig in handen zal nemen, de erkentelijkheid van het land zal verdienen.

De leden van het hooger onderwijs komen daarbij in botsing met de leden van het middelbaar onderwijs, die beweren dat het onjuist is te zeggen dat ons middelbaar onderwijs niet het peil bereikt van dat der naburige landen, of dat het te wenschen overlaat, of ook dat het geen gelijken tred houdt met den tegenwoordigen vooruitgang. Indien de vorming van den leerling op de Hoogeschool leemten vertoont, dan zou dit aan hem alleen, en niet aan het middelbaar onderwijs te wijten zijn; en ten slotte verklaren zij het onaannemelijk, dat de hoogleeraren recht zouden spreken over de leeraren van athenaea en colleges.

De hoogleraren merken hierbij op, dat dit vraagstuk hen ten zeerste aanbelangt, dat zij wel het recht hebben slechts tot hun cursus die leerlingen toe te laten, welke bekwaam zijn om hem met vrucht te volgen, en zij besluiten tot de noodzakelijkheid van een ernstige contrôle.

De Raad van het hooger onderwijs, aan denwelken het vraagstuk werd onderworpen en waarin de vier hoogeschoolen en de mijnschool van Bergen vertegenwoordigd zijn, heeft zich voorstander verklaard van eene hervorming en bij eenparigheid heeft hij besluiten aangenomen, welke men ongeveer onveranderd in het wetsontwerp van den heer Destrée terugvindt.

Wij vragen dus dat de heer Minister van Wetenschappen en Kunsten de zaak zou aanhangig maken bij het hooger en bij het middelbaar onderwijs, zoowel het vrije als het officieele. Wij zijn tot de meening geneigd dat het vraagstuk van de wijze, waarop eene proef van verstandsontwikkeling zou dienen te worden opgevat, niet beter kan opgelost worden dan door een Bijzondere Commissie, waarin de verschillende paedagogische groepen volgens hunne belangrijkheid zouden vertegenwoordigd zijn.

Het ontwerp voorziet de instelling van eene jury per hoogeschool; de logica, evenals het belang der leerlingen eischen dat die jury gemengd weze, d. i. samengesteld uit professors van de hoogeschool en leeraren van het middelbaar onderwijs.

Reeds werd op den weg der verzoening een groote stap vooruit gegaan. De laatste wetsbepalingen hebben toenadering gebracht tusschen het vrij onderwijs en het openbaar onderwijs. De instelling van een gemengde jury, door de vertegenwoordigers van dit tweeërlei onderwijs te vereenigen, door hen te nopen innig samen te werken met de vertegenwoordigers van het hooger onderwijs, zou deze verzoening, die door iedereen gewenscht wordt, volmaken. Al degenen, die betrokken zijn in het grootsche werk van het onderwijs, waaraan zij zich zonder uitzondering wijden met eene wetenschap en eenen ijver, waarvan hulde dient te worden gebracht, zouden elkaar leeren kennen en waardeeren. Heel wat misverstanden zouden verdwijnen. Methoden en programma's zouden vergeleken worden. De leemten, zoo zij bestaan, zouden in het licht worden gesteld, evenals de middelen om ze aan te vullen.

*
* *

Het onderwijs is eene aaneenschakeling; tusschen de verschillende graden van het onderwijs is alle gaping onbegrijpelijk geworden; het algemeen onderwijs en het normaal onderwijs zijn nog inniger verbonden; iedere leemte in dezès inrichting zal onvermijdelijk haren terugslag hebben op de vruchten welke het algemeen onderwijs zal afwerpen.

Dat het grootsche werk der opleiding bestaat in eene samenwerking tusschen leerling en professor, daarover zijn we het eens; doch de voornaamste rol rust op dezen laatste. En indien de oude spreuk, welke sommigen aanhalen: *Quidquid recipitur, ad modum cognoscentis recipitur*, soms gebillijkt is tegenover eene ontoereikendheid of eene tekortkoming van wege een leerling, toch zal men ons toegeven dat zij slechts in uitzonderingsgevallen geldt.

Indien de bekwaamheid van den leerling bij den aanvang niet overeenstemt met het onderwijs van den meester, dan is het de rol van den opvoeder die te wijzigen, aan te passen en, dank zij eene voortdurende actie en in de mogelijke mate, de twee geesten, hij die geeft en hij die ontvangt, gelijkstemmig te maken.

Want zoo het waar is, om de taal der scholastiek te spreken, dat wat ontvangen wordt, ontvangen wordt volgens de manier van zijn van het ontvangend wezen, is het al zoo waar te zeggen dat wat gegeven wordt, gegeven wordt volgens de bekwaamheid van het gevend wezen. Wat, in minder abstracte taal, hierop neerkomt : Het onderwijs is waard, wat de meester waard is.

Welnu, de meesters worden gevormd in de normaalscholen.

Er zijn in den lande negen lagere Rijksnormaalscholen voor jongelingen ; de meest bevolkte is die te Gent, welke 101 kweekelingen telt ; de minst bevolkte is die te Blankenberghe, welke 18 kweekelingen telt en thans voltooid wordt.

Er zijn tegenwoordig zeven Rijksnormaalscholen voor jonge meisjes : de meest bevolkte is die te Brussel, welke 265 kweekelingen telt, en de minst bevolkte is die te Laken, welke er 59 telt.

In het geheel, hebben de scholen voor jongelingen eene bevolking van 643 kweekelingen, en de scholen voor meisjes eene bevolking van 1,039, dus in het geheel 1,702.

Bij deze scholen dienen de aangenomen provinciale normaalscholen en vier evenzoo aangenomen gemeente-normaalscholen te worden gevoegd.

Kortom, er zijn zestien Rijksnormaalscholen, terwijl het vrij onderwijs er vijftig telt, met eene bevolking van 6,483 kweekelingen.

Uwe Commissie is van meening dat de paedagogische opleiding in de normaalscholen ontoereikend is, dat er termen zijn om ze te versterken, evenals trouwens de algemeene ontwikkeling ; het is wenschelijk dat de toekomstige onderwijzers en onderwijzeressen allen bekwaam zijn om het onderwijs van den 4^e graad te geven en om al de vakken aan te leeren, hetzij zij de algemeene ontwikkeling ten doel hebben of eene practische strekking hebben.

Om dit doel te bereiken, zou men vijf jaren normaalstudiën moeten eischen.

De volledige opleiding van de onderwijzers en van de onderwijzeressen zou dus dertien jaren vereischen :

1^o Acht jaren lager onderwijs ;

2^o Vijf jaren normaal onderwijs, waaronder een jaar voorbereidend onderwijs.

Sprekende van de onderwijzers, hebben enkele leden gewezen op de storing, in de scholen verwekt ten gevolge van de aan het onderwijspersoneel opgelegde militaire verplichtingen.

Uwe Commissie achtte het noodig, aan de Regeering te vragen of zij geene maatregelen meende te moeten treffen om dien toestand te verhelpen.

De achtbare Minister heeft geantwoord dat, inderdaad, «de mobilisatie van een groot aantal jonge onderwijzers verwarring in de scholen heeft gesticht, des te meer daar die mobilisatie overeenstemt met eene zeer groote schaarschte aan mannelijk personeel, evenals met de oprichting van een aanzienlijk aantal nieuwe klassen.

« Anderzijds is het onmogelijk terug te komen tot de vroegere regeling, die onze onderwijzers vrijstelde van den krijgsdienst in vreedstijd. Die regeling behoort tot het verleden.

» Het ware integendeel noodig dat al onze onderwijzers, die geschikt zijn tot den gewapenden dienst, reserve-officieren konden worden.

» Aan mij behoort het niet, een ontwerp ter tafel te leggen betreffende de modaliteiten van den legerdienst der onderwijzers, doch aan mijn Collega van Landsverdediging zal ik eenige aanduidingen geven, welke, zonder de inrichting van een stelsel van begunstiging op het oog te hebben, toch de mogelijkheid zou bieden de moeilijkheden van den bestaanden toestand te verhelpen, terwijl op militair gebied de onderwijzers toch een volledige onderrichting en training zouden bekomen. »

Naar aanleiding van het hooger normaalonderwijs, werd door uwe Commissie aan den Minister gevraagd of hij niet van plan was, de normaalscholen van Gent en Luik opnieuw op te richten; daarop werd geantwoord als volgt :

« Ik ben niet voornemens, de hoogere normaalscholen opnieuw tot stand te brengen. Naar mijne meening, dient de pedagogische opleiding van de aanstaande professors der athenaea en colleges te geschieden in de Hooogeschool. »

*
* *

Uwe Commissie maakte zich bezorgd om de opvoeding der abnormalen. De achtbare Minister zond ons dienaangaande de volgende nota :

« Eerst en vooral dienen de achtergebleven kinderen en verzwakte kinderen niet te worden verward met de geestelijke minderwaardigen, de abnormalen.

» De meeste groote steden hebben klassen opgericht voor achtergebleven kinderen. Daar zijn een groot aantal schoolkolonies, waar de bloedarme, ondervoede, voor tering vatbare kinderen zich kunnen gaan herstellen hetzij tijdens de vacantie, hetzij tijdens het studiejaar. Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn bezit of beschermt verscheidene inrichtingen, waarin verzwakte kinderen worden opgenomen : Rixensart, Dongelbert, De Panne, Knoeke, Calmpthout, Sint-Job in 't Goor, enz.

» De Nationale Bond tot bestrijding der tering bezit in ons land en in Zwitserland inrichtingen voor kinderen, die verschijnselen der vreeselijke ziekte vertoonen.

» Mijn Departement steunt geldelijk de klassen welke aan al deze inrichtingen zijn toegevoegd, nl. door het betalen van de wedden van het onderwijspersoneel,

» Het Ministerie van Justitie houdt zich onledig met de geestelijke abnormalen. Door zijne tussenkomst is het dat de behoeftige jeugd van dit soort aan bijzondere gestichten wordt toevertrouwd. »

Ondervraagd over het lot dat zal voorbehouden zijn aan de abnormale jeugd van meer dan 14 jaar oud, zoo heeft de achtbare Minister geantwoord :

« De wet van 18 October 1921 (art. 3 der samengeordende wetten) zegt « dat een Koninklijk besluit bepaalt in welke voorwaarden de deur der schoolplichtigheid voor de opvoedbare abnormale kinderen kan verlengd worden ». Tot nog toe kon dit Koninklijk besluit niet genomen worden. Mijn Departement heeft vooraf een grondig onderzoek willen doen over

den stand van hetvraagstuk, over wat noodig is en over wat mogelijk is te bereiken. Ik zal er voor zorgen, dat men beslist den weg der verwezenlijking opga. Ik meen echter op ieders instemming te mogen bogen, waar ik zeg dat, zoolang de gemeente- en Rijksfinanciën niet zullen hersteld zijn, wij ongelijk zouden hebben te veel te eischen. Ik ben voornemens dienaangaande een vlugschrift uit te geven, met onderrichtingen voor de gemeenten.

« De opvoedbare abnormalen zullen dus op school kunnen gehouden worden. Wat de volstrekt abnormalen betreft, zij kunnen door den Minister van Justitie en onder de voorwaarden, door de reglementen betreffende die zaak vastgesteld, aan bijzondere gestichten worden toevertrouwd die ze opnemen en verzorgen. »

* * *

Uit talrijke, door verscheidene leden aangehaalde feiten blijkt dat vele schoollokalen voor lager en middelbaar onderwijs volstrekt gebrekkig zijn; in talrijke gemeenten zijn de kinderen opgehoopt in slecht verluchte en slecht onderhouden scholen; vele klassen zijn overbevolkt, het schoolmobilaire is onvolledig.

In een aanzienlijk aantal gemeenten verkeerden de gebouwen, die reeds vóór den oorlog ontoereikend waren, bij den wapenstilstand in een erbarmelijken toestand. In het etappengebied, inzonderheid, waren zij allen bezet geweest door de Duitsche troepen en hadden zij de gebruikelijke beschadigingen ondergaan.

Anderzijds werd ook het didactisch mobilaire en materieel erg beschadigd ofwel vernietigd: het zou zooniet vervangen, dan toch ernstig aangevuld moeten worden.

Artikel 131 bepaalt dat de Staat in de kosten van herstelling der schoollokalen in de verwoeste gewesten tusschenbeide komt voor een aandeel ten bedrage van 1,500,000 frank.

Artikel 126 voorziet een crediet van 3 miljoen voor de gebouwen, het mobilaire, enz., van de schoolhuizen en schoolbarakken.

De Staat heeft besloten tusschenbeide te komen voor de onmisbare en onmiddellijke uitbreiding der schoolgebouwen in de gemeenten die over geen geldmiddelen beschikken.

Anderzijds zegt men in de Toelichting dat, in de verwoeste gewesten, de besturen der verwoeste private scholen niet hebben herbouwd; daaruit volgt dat de gemeenten moeten voorzien in het onderwijs van een grooter aantal kinderen en dienvolgens een grooter aantal klassen moeten openen. Ook de leerplicht is een van de factoren welke dienen in aanmerking genomen te worden voor de vermeerdering van het aantal klassen in vergelijking met het jaar 1914.

Uwe Commissie weet niet hoeveel de werken zullen kosten, die zullen noodig zijn tot het wederopbouwen van al de scholen welke werden verwoest in de gemeenten gelegen aan het front; het is echter volkomen zeker dat die werken meer dan 1,500,000 frank zullen kosten.

Overigens, de Staat heeft beslist, uitsluitend te zijnen laste te nemen al de uitgaven betreffende de werken van wederopbouw en herstelling der schoolgebouwen van al de door de Natie aangenomen gemeenten (Min. Omz. van 29 Augustus, D, n° 39,970/40,028). zelfs van die, welke buiten het frontgebied zijn gelegen.

Wat aangaat de werken betreffende de schoolgebouwen van de overige gemeenten van het land, werd, ten einde het benaderend bedrag der noodige credieten te kennen, door uwe Commissie gevraagd hoeveel het aandeel van den Staat, in de werken, door de gemeenten ontworpen, zou bedragen die inlichtingen werden haar tot nu toe niet verstrekt, zij kon bijgevolg geen volledige statistiek voor geheel het land opmaken.

Enkele leden konden ons integendeel nauwkeurig inlichten over den toestand in Oost-Vlaanderen.

Na den wapenstilstand stelde de provinciale overheid, terecht getroffen door den erbarmelijken toestand van de schoollokalen, zich krachtadig aan 't werk; daartoe aangezet door den achtbaren Gouverneur, den heer Maurice Lippens, gaf zij aan de schoolopziensers opdracht om ter plaatse na te gaan wat er dringend noodzakelijk was.

Na dit onderzoek raamde men in October 1919 wat er zou moeten uitgegeven worden voor de herinrichting in geheel de provincie (zonder inachtneming van de scholen der stad Gent, waar het oprichten van geen enkel nieuw gebouw spoedvereischend was). Ziehier die raming (waarde 1914) :

Voor de nieuwe op te richten klassen	fr. 3,300,000.00
Voor het te vernieuwen mobilair	420,000.00
Voor het onderwijsmaterieel	585,000.00
	fr. 4,105,000.00

Deze cijfers moeten door den coëfficiënt 4 of 5 vermenigvuldigd worden om de huidige waarde te bereiken.

Ziehier de opgave van de werken, die door den Staat geldelijk gesteund moeten worden ten bedrage van een derde.

Getal scholen.

Gemeentescholen	44	Ontwerpen waarvan de aanbesteding plaats had (cijfers der aanbesteding)	fr. 2,917,087.92
Aangenomen scholen	7		
	51		
Gemeentescholen	33		
Aangenomen scholen	4		
	37	Ontwerpen waarvan de aanbesteding binnenkort plaats vindt (cijfers van de bestekken)	fr. 1,440,279.07
		Te zamen.	fr. 4,357,366.99

Het aandeel van den Staat voor die werken, welke slechts den wederopbouw of de inrichting der schoolgebouwen in Oost-Vlaanderen betreffen, zal dus 1 1/2 millioen frank bedragen.

In de onderstaande tabel, opgemaakt door een onzer medeleden van de Commissie, wordt de toestand der lagere scholen van Oost-Vlaanderen in October 1919 beknopt samengevat.

Het valt te vreezen dat, zoo tot soortgelijk onderzoek in al onze provinciën werd overgegaan, daaruit zou blijven in welken ellendigen toestand de Belgische scholen zich bevinden.

Ambtskring van de hoofdopzieners.	Getal scholen <i>g</i> = gemeentescholen <i>aa</i> = aangenomen.	Getal klassen.	Schoolgebouwen			Gebrekkige klassen		Getal klassen op te richten voor den 4 ^e graad.	Getal klassen waar het mobiliair onvolledig of ontoereikend is.	Getal klassen waar het onderwijsmateriaal onvolledig of ontoereikend is.
			in goeden staat.	in min of meer goeden staat.	in slechten staat.	overbevolkt, meer dan 56 leerlingen.	met minder dan 4.5 m ² lucht.			
Gent	<i>g.</i> 166	728	96	34	17	82	68	60	176	256
	<i>aa.</i> 163	638	68	82	12	90	111	72	204	268
Aalst	329	1,366	164	136	29	172	179	132	380	524
	<i>g.</i> 211	608	49	78	84	194	209	124	413	441
	<i>aa.</i> 239	971	94	107	38	174	170	129	261	308
	450	1,579	143	185	122	368	379	253	674	749
Totalen.	779	2,945	307	321	151	540	558	385	1,054	1,273
						1,098				

N. B. — Wanneer deze inlichtingen door de schoolopzieners worden verstrekt, was het maximum-getal leerlingen per klas nog 56 en de oppervlakte eener klas was berekend naar 1 m² per leerling; sedertdien werd het maximum-getal leerlingen bepaald op 50.

Het komt aan uwe Commissie klaarblijkelijk voor, dat de aangevraagde credieten niet beantwoorden aan de uit te voeren werken en zij drukt den wensch uit dat de Regeering ze merkelyk zou vermeerderen zoodra dit door den geldelijken toestand van het land zou worden gedoogd.

* *

Daar talrijke gemeenten den vierden graad niet inrichten ten gevolge van het gebrek aan lokalen, meent Uwe Commissie dat de ijver van de gemeentebesturen dient te worden aangewakkerd en dat men hen dient te vragen den vierden graad in te richten met de middelen waarover zij beschikken. De achtbare Minister heeft hieromtrent geantwoord :

« Het spreekt vanzelf dat de uitbreiding van den leerplicht tot 14 jaar de schoolbevolking aanzienlijk heeft doen toenemen. Reeds voordat de leerplicht werd ingevoerd, waren de klassen in menig gebied overbevolkt. Het bouwen van nieuwe klassen was dus onvermijdelijk.

» De Staat en de provinciën zullen de gemeenten helpen, den hun door de wet opgelegden plicht na te komen.

» Te dien einde komt in dit ontwerp van begrooting een crediet voor van 3,000,000 frank.

» Bij omzendbrief van 23 Maart l.l., heb ik nauwkeurige onderrichtingen gegeven wat betreft de stoffelijke inrichting van den practischen leergang van huishoudonderwijs in de lagere meisjesscholen. Ik heb er prijs op gesteld, aan te toonen hoe de gewone klaszalen kunnen worden veranderd in keuken-klassen en hoe het practisch onderwijs in de scholen der kleine gemeenten kan worden ingericht.

» Wat de jongensscholen betreft, ben ik voornemens, vóór het einde van het loopend schooljaar een dergelijken omzendbrief te sturen; ik heb het echter, van administratief standpunt uit, verkieslijk geacht, de uitslagen af te wachten van de in verschillende gemeenten genomen proeven. Het toezicht zal verder den ijver der gemeentebesturen en der besturen van vrije scholen aanwakkeren opdat zij zich de noodige opofferingen getroosten met het oog op de inrichting van den 4^{en} graad.

» Het is te hopen dat de plaatselijke besturen zich flink aan het werk zullen zetten. »

* *

Uwe Commissie heeft insgelijks gevraagd of de Regeering geen steun zou kunnen verleenen voor de half-bestendige, evenals voor de bestendige gebouwen.

Ziehier het antwoord van den achtbaren Minister :

« De Regeering wenscht dien weg niet op te gaan en verleent slechts heel en al bij uitzondering toelagen voor dergelijke gebouwen. Zoo heeft mijn achtbare voorganger aan de gemeente Kalmis half-bestendige inrichtingen geschonken, omdat verscheidene honderden leerlingen geen schoollokaal hadden. Deze inrichtingen kosten zeer duur aan den Staat en zij hebben een groot deel van het crediet opgeslorpt, dat uitgetrokken was op de begrooting van 1921 tot het uitreiken van toelagen aan de gemeenten voor schoolgebouwen.

» De gemeenten zouden trouwens ongelijk hebben, zich tevreden te stellen met half-bestendige gebouwen. Door bijtijds te beginnen en door meer scholen met minder klassen te bouwen, kunnen de groote steden het voorloopige vermijden en onmiddellijk definitief bouwen. »

* * *

Uwe Commissie is van meening dat al de soorten van onderwijs dienen te worden vereenigd in het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten. Uit den aard der zaak zelf (het is onmogelijk dit niet te beseffen) is de centralisatie op onderwijsgebied volstrekt noodig.

Talrijke scholen hangen tegenwoordig af van verschillende departementen : Ministerie van Landbouw, van Justitie, van Nijverheid en Arbeid, van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen; elk dezer departementen heeft onderwijsgestichten onder zijn bestuur.

Om deze versnippering te billijken, zou men zich te vergeefs beroepen op den bijzonderen aard van het in die scholen gegeven onderwijs; de technische faculteiten der Hoogescholen, de Polytechnische school hangen af van het Departement van Wetenschappen en Kunsten en het beroeps- en huishoudkundig onderwijs zouden er niet mogen van afhangen! Wie meer kan, kan minder.

Het is onlogisch dat de Handelsscholen van Antwerpen en Bergen afhangen van het Ministerie van Arbeid, terwijl die van Luik en Gent aan het Departement van Wetenschappen en Kunsten zijn onderworpen.

De Koloniale school van Antwerpen hangt af van het Ministerie van Koloniën, en een Koninklijk besluit zou volstaan om eene koloniale afdeling op te richten in de twee Handelsscholen, die van het Departement van Wetenschappen en Kunsten afhangen.

Nopens zijne voornemens op dit stuk ondervraagd, zoo heeft de achtbare Minister ons onderstaand zeer bevredigend antwoord gezonden :

« Wat betreft de vereeniging van al de soorten van onderwijs in den schoot van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, daarover bracht de Hooge Raad voor Openbaar Onderwijs een gunstig advies uit, doch aan het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten alleen behoort het niet, dien maatregel te verwezenlijken. Dit vraagstuk zal trouwens niet uit het oog verloren worden; eerlang wordt het besproken in den Ministerraad ».

* * *

Laten wij thans overgaan tot het in overweging nemen van de begrooting.

Daarbij wordt voorzien :

Voor de gewone uitgaven een bedrag van	.	fr.	266,656,478,27
Voor de buitengewone uitgaven een bedrag van	.	.	11,442,840.00
Te zamen.			fr. 278,098,718,27

Bij de nieuwe, door de Regeering voorgestelde amendementen werden de uitzonderlijke uitgaven vermeerderd.

Ten gevolge van die amendementen zal bedoelde begrooting bedragen :

Voor de gewone uitgaven	fr. 266,636,178.27
Voor de uitzonderlijke uitgaven	11,627,540.00
Te zamen.	fr. 278,263,718.27

In vergelijking met de credieten toegekend voor het dienstjaar 1921, wijzen deze cijfers op eene vermeerdering van :

Gewone uitgaven.	fr. 11,615,513.95
Buitengewone uitgaven	5,089,400 »
	fr. 16,703,913.95

Bovendien dienen in aanmerking te worden genomen de credieten uitgetrokken op de buitengewone begrooting en op de begrooting der terugvorderbare uitgaven.

In de onderstaande tabel vergeleken wij de twee dienstjaren 1921 en 1922.

	Dienstjaar 1921.	Dienstjaar 1922.	Vermeerdering.
<i>Gewone begrooting :</i>			
Gewone uitgaven . fr.	253,040,664.52	266,636,178.27	11,615,513.95
Uitzonderlijke uitgaven .	6,538,1 0. »	11,627,540. »	5,089,400. »
<i>Buitengewone begrooting :</i>			
Uitgaven voor inrichting.	»	18,890,000 »	18,890,000. »
Duurtetoeslagen .	15,909,760. »	17,290,776. »	1,381,016. »
<i>Begrooting der terugvorderbare uitgaven</i>			
	750,000. »	775,000. »	25,000. »
Te zamen. fr.	278,258,564.52	315,259,494.27	37,000,929.95

De verhooging bedraagt dus in 't geheel . fr. 37,000,929.95

Daarbij dient te worden gevoegd . 900,000. »

wegens weddeverhoogingen ten bate van de hoogleeraren, van de docenten en van het wetenschappelijk personeel.

De voornaamste vermeerderingen zijn het gevolg van de door het Parlement aangenomen wetten, inzonderheid van de wetten betreffende de volksboekerijen, betreffende de betaling door den Staat van de wedden der onderwijzers, betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken, enz.

Uwe Commissie heeft nochtans gepoogd die uitgaven in te krimpen; te dien einde heeft zij de verschillende kosten der begrooting aan een streng onderzoek onderworpen; doch deze poging leidde slechts tot weinig aanzienlijke verminderingen; zij heeft niet gemeend verder te kunnen gaan.

Eenerzijds zijn de vermeerderingen, zooals wij gezegd hebben, het gevolg van nieuwe wetten; anderzijds heeft uwe Commissie gedacht dat, zoo de bezuinigingspolitiek zich opdringt voor de meeste Staatsdiensten, die van het Openbaar Onderwijs uitzondering moeten maken; hier geldt het, het verstandelijk en moreel kapitaal der Natie ongeschonden te handhaven en het nog te doen aangroeien in de mogelijke mate; in deze zaken de uitgaven kost wat kost willen inkrimpen en bezuinigingen maken, zou gelijkstaan met eene vermindering van 's Lands levenskrachten, met eene verarming van zijn geestelijk kapitaal dat het meer dan ooit noodig heeft!

Hoe ook zij door den oorlog beproefd werden, hoe zij er ook toe besloten zijn de uitgaven te verminderen, toch hebben al de landen begrepen dat in onderwijszaken bezuinigingspolitiek volstrekt onmogelijk was. Om slechts een voorbeeld aan te halen : de begrooting voor openbaar onderwijs voor 1922 geeft in Frankrijk eene vermeerdering aan van 139 miljoen op die van 1921.

HOOFDSTUK I.

ART. 1 TOT 9.

Hoofdbeheer.

Dit hoofdstuk wijst op eene vermindering, voor 1922, van 13,058 frank.

Eene vermindering van 258,300 frank spruit voort uit het verdwijnen van den tijdelijken last, van gelijk bedrag, uitgetrokken op de begrooting van het vorig jaar, betreffende kantoorbehoeften, drukwerk, aankoop en herstelling van meubelen, geringe kosten, onderhoud van een automobiel ten gebruike van den Minister.

Anderzijds is er eene vermeerdering van 243,014 frank voortspruitende uit de vermeerdering van de wedden der ambtenaren.

Deze vermeerdering wordt gerechtvaardigd door :

- a) De toepassing van de loonregeling van 25 Maart 1921;
- b) De aanstelling van een zeker aantal nieuwe beambten, voor de verschillende diensten vereischt;
- c) De bij reglement voorziene verhoogingen toe te kennen in 1921.

In verband met artikel 4, heeft uwe Commissie den wensch uitgebracht, de bibliotheken van de verschillende Departementen te zien vervangen door ééne centrale bibliotheek; dit zou tot eene ernstige bezuiniging leiden.

HOOFDSTUK II.

Pensioenen en hulpgelden.

Dit hoofdstuk is vermeerderd met een bedrag van 2,444,000 frank.

Deze vermeerdering wordt gebillijkt door :

ART. 6. — 1^o Door de toeneming van het aantal pensioenen en van hun gemiddeld bedrag;

2^o Door de gevolgen, wat de begrooting betreft, van de toepassing van het Koninklijk besluit van 22 Februari 1921 (Staatsblad, 6 Maart), waarbij ten laste van het vereffenend Departement gelegd worden, niet slechts het eerste kwartaal van het pensioen of een deel daarvan, maar al de achterstallen vervallen bij het verstrijken van het kwartaal, gedurende hetwelk het Rekenhof goedkeuring hecht aan de regeling van het pensioen, gewoonlijk zes maand na de ingetreding ervan.

HOOFDSTUK III.

Wetenschappen en Letteren.

Dit hoofdstuk wijst op eene vermeerdering van 286,290 frank.

Deze vermeerdering is vooral te wijten aan de vermeerdering der credieten voorzien voor de volksbibliotheken.

Anderzijds geeft het bij artikel 27 voorziene crediet, ten behoeve van het Koninklijk Museum van natuurlijke geschiedenis, materieel en aankopen, wetenschappelijke verkenning van het land en aankoop van verzamelingen, eene vermindering aan van 87,000 frank.

* * *

Bij artikel 9 wordt het aandeel van België in de kosten tot uitgave van het « Woordenboek der Nederlandsche Taal » op 7,000 frank bepaald.

Uwe Commissie heeft de eer u voor te stellen deze toelage tot 14,000 frank op te voeren, en wel om reden van de prijsvermeerdering van papier en uitgeven.

Ondervraagd over zijne inzichten in deze, zoo antwoordde ons de achtbare Minister als volgt :

« Deze toelage van 7,000 frank tot 14,000 frank opvoeren ware geenszins overdreven. Doch de credietverhoogingen mogen slechts worden aangenomen met instemming van den Minister van Financiën. »

* * *

Artikel 16 betreffende de volksbibliotheken vermeerderd het in 1921 verleende crediet met 223,000 frank ; deze credietvermeerdering werd toegestaan bij eene wet d.d. 14 October 1921 ; de voorgestelde toeneming is dus niet vatbaar voor critiek.

Naar aanleiding van dit artikel, hebben leden den wensch uitgedrukt dat het Departement van Wetenschappen en Kunsten zelf de volksbibliotheken zou samenstellen en dat het aan de besturen van die inrichtingen de boeken zou aanduiden, welke desvoorkomend aan de behoeften hunner lezers zouden voldoen.

De Minister werd daarover ondervraagd en zijn antwoord luidde :

« Krachtens artikel 8 der wet van 17 October 1921, geschiedt de toezending van de boeken na overleg met het hoofdbestuur en het bestuur der bibliotheek

« Aan de bibliothecarissen worden dus omzendbrieven gezonden om hen uit te noodigen de boekwerken, welke zij wenschen te ontvangen, te kennen te geven en alle de door hen gevraagde boeken worden door het bestuur aangekocht.

« Ik zie er geen bezwaar in, dat het beheer door de verschillende middelen, waarover het beschikt, de besturen der bibliotheken zou inlichten en hun op boeken zou wijzen welke aan de behoeften der lezers zouden beantwoorden, doch ik ben niet geneigd aan de bibliotheken boeken te sturen, waarvan zij niet de toezending zouden hebben aangevraagd. Mochten echter de bibliothecarissen verklaren dat zij zich op het beheer verlaten wat de keus der boeken aangaat, dan zou hun voldoening worden geschonken. »

* * *

Bij artikel 11 wordt eene toelage van 100,000 frank voorzien voor de aanvullende werken van de school.

Sommige leden hebben den wensch uitgedrukt te vernemen hoe dit

crediet in 1921 aangewend werd, welke werken werden gesteund, aan welke werken steun werd onttrokken en om welke reden.

Dienaangaande liet de achtbare Minister ons de volgende nota worden :

« Het crediet van 100,000 frank voor 1921 werd uitgedeeld aan 242 werken, wier namen hiernaast vermeld staan. Drie en zeventig werken, wier namen eveneens als bijlage zijn opgegeven, moesten worden uitgesteld, hetzij omdat zij, alhoewel er herhaaldelijk naar gevraagd werd, verzuimd hebben de noodige inlichtingen te doen toekomen, hetzij omdat zij, voor het oogenblik, niet voldoen aan de voornaamste vereischten van het Koninklijk besluit van 5 September 1921.

« Een grooter crediet zou toegelaten hebben de werken, die voldoen aan de reglementsvoorwaarden om toelagen te bekomen, in ruimer mate te steunen ».

Uwe Commissie heeft gemeend dat er termen waren om de credieten te verminderen voorzien bij de artikelen 14 en 15 betreffende de Koninklijke Academie van België; zij heeft aan den heer Minister gevraagd de Commissie tot beheer der Academie daaromtrent te polsen.

Ziehier het antwoord van den heer Minister :

« De aandacht van de Commissie van beheer der Academie werd reeds gevestigd op de noodzakelijkheid om de uitgaven van dit college in te krimpen. »

HOOFDSTUK IV.

Openbaar onderwijs.

Dit nieuwe hoofdstuk voorziet een crediet van 210,400 frank. Tot dit crediet werd aanleiding gegeven, ten minste tot een bedrag van 200,000 frank, door de wet van 15 October 1921 betreffende de Meest Begaafden, waarbij voor 1922 eene Staatstoelage voorzien wordt ten behoeve van de « gemeentelijke, intercommunale en provinciale fondsen der Meest Begaafden », waarvan het bedrag voor het 4^e kwartaal op 200,000 frank kan worden geraamd.

HOOFDSTUK V.

Hooger onderwijs.

Sedert de indiening van het Begrootingsontwerp werd door de Kamer eene wet aangenomen tot verhooging van de wedden der hoogleeraren en der beheerders-opzieners aan de Rijksuniversiteiten.

De verhooging uit dien hoofde zal, volgens de verklaringen van den Minister, omtrent 900,000 frank bedragen.

Anderzijds is er eene vermindering van 693 875 frank.

Deze vermindering is inzonderheid te danken aan :

1^o De vermindering van den tijdelijken last, in 1921, voor materieel ten behoeve der Rijksuniversiteiten en aanhoorigheden ;

2^o Het verdwijnen van een tijdelijken last voorzien voor de door de Regeering aangestelde examenjury's tot begeving der academische graden ;

daar de 8^e examenzittijd afgeschaft is, heeft deze last geen reden van bestaan meer.

Naar aanleiding van artikel 59 betreffende de wedden van het onderwijzend personeel der Rijksuniversiteiten, hebben leden den wensch uitgebracht, den toestand van de docenten te zien verbeteren.

De wetsbepalingen, waarbij het aantal toga's wordt geregeld, dagteekenen van 1882, 1892 en 1896 volgens de faculteit.

Daaruit volgt dat de docent tien, vijftien, twintig jaar en langer kan wachten alvorens eene toga te bekomen.

De docenten komen niet z o jong op de hoogeschool als de doctors in de rechten b. v. in de magistratuur.

Uit eene statistiek betreffende de docenten, die sedert den wapenstilstand bij de Hoogeschool te Luik werden benoemd, blijkt dat de gemiddelde leeftijd der benoeming aan de Hoog school 44 jaar is. De vooruitgang der docenten geschiedt bijgevolg laattijdig en de universitaire loopbaan biedt hun slechts weinig kansen op vooruitgang. Dit heeft een zeer aanzienlijken terugslag op de aanwerving zelf van het hoogeschool-personeel en, om een betere aanwerving te verzekeren, is het volstrekt noodig een vloggeren en ruimeren vooruitgang te verzekeren. Er dient trouwens te worden aangemerkt dat, sedert dertig jaar, talrijke nieuwe vakken op de Hoogeschool worden aangeleerd en dat de bij de wetten van 1882 tot 1896 vastgestelde kaders niet meer met de werkelijkheid overeenstemmen.

Het is dus dringend noodig, het aantal toga's in overeenstemming te brengen met de uitbreiding der wetenschap en de toeneming van het aantal docenten, ten einde de aanwerving dezer laatsten te vergemakkelijken en hun bevorderingsmogelijkheden te geven, welke gelijkstaan met die van andere ambtenaren.

HOOFDSTUK VI.

Middelbaar onderwijs.

Dit hoofdstuk is vermeerderd met 407,104 frank.

Deze vermeerdering spruit vooral voort uit de verhooging van de wedderegeling en uit de uitgaven veroorzaakt door de oprichting van twee middelbare scholen en de toepassing van den regel gehuldigd door het Koninklijk besluit van 1921 (art. 6) betreffende de vereffening van de kosten voor laatste ziekte en begravenis.

Bij de artikelen 50 en 51 wordt eene toelage van 18,300 frank voorzien voor den Verbeteringsraad van het middelbaar onderwijs; een andere toelage van 27,950 frank is insgelijks voorzien bij de artikelen 60 en 61 voor den Verbeteringsraad van het lager normaal onderwijs; uwe Commissie heeft gevraagd aan den achtbaren Minister of de bewezen diensten die verschillende uitgaven rechtvaardigden en of die instellingen eventueel niet dienden te worden afgeschaft.

Uwe Commissie heeft van den heer Minister het volgende antwoord ontvangen:

« De Verbeteringsraad van het middelbaar onderwijs werd door den wetgever ingesteld (art. 33 der wet van 1 Juni 1850).

» De instelling van den Verbeteringsraad van het normaal en lager onderwijs is insgelijks door de wet voorzien.

» Deze raden bewijzen uitstekende diensten door aan den Minister gegronde

adviezen te geven over belangrijke zaken : reglementen, organieke besluiten, enz.

» Er dient te worden aangemerkt dat de Verbeteringsraden slechts samengeroepen worden wanneer hunne medewerking onontbeerlijk is : deze manier van handelen herleidt de door deze vergaderingen medegebrachte kosten tot een minimum.

» Er kan geen sprake van zijn, ze af te schaffen. »

*
* * *

Bij artikel 55 is een crediet van 18,116,602 frank uitgetrokken om de wedden te betalen van de leden van het personeel van het middelbaar onderwijs.

In verband met dit crediet hebben leden laten opmerken dat de wedde der leeraren aan de athenæa niet dezelfde is en dat dit verschil van bezoldiging door niets gebillijkt is.

De wet van 15 Juni 1881 heeft de categoriën afgeschaft, die waren voorzien geworden door den wetgever van 1850, en zij heeft de wedden gelijk gemaakt ; alleen het schoolgeld bleef verschillen, doch de Staat waarborgde een minimum-bedrag van 700 frank.

Een Koninklijk besluit schijnt de categoriën weder tot stand te hebben gebracht door het onveranderlijk gemaakte schoolgeld bij het vaste deel der wedde te voegen volgens onderstaande grondslagen :

Categorie A. — Schoolgeld : 2,500 frank. Brussel, Elsene, Antwerpen, Luik, Charleroi.

Categorie B. — Schoolgeld : 1,800 frank. Gent.

Categorie C. — Schoolgeld : 1,000 frank. De overige zeventien athenæa.

Een ander Koninklijk besluit van 1921 heeft opnieuw van de vaste wedde het schoolgeld gescheiden, dat voor een minimum gewaarborgd blijft, maar dat verder verschilt volgens de inrichting op grond van de rangschikking in categoriën vastgesteld bij het Koninklijk besluit van 1919.

Andere leden hebben laten opmerken dat deze differentieele regeling te rechtvaardigen was door het aantal leerlingen dat de athenæa bezoeken ; de inrichtingen der groote centra, die in categorie A zijn gerangschikt, zijn veel meer bevolkt dan de athenæa der kleine steden.

Deze uitlegging vermocht geen voldoening te schenken aan de voorstanders van de afschaffing der categoriën.

In Maart 11. was de bevolking in de verschillende athenæa van het Rijk de volgende :

Antwerpen,	870	Gent,	385
Mechelen,	381	Ath,	166
Brussel,	638	Charleroi,	636
Thienen,	314	Chimay,	235
Brugge,	219	Bergen,	408
Oostende,	420	Doornik,	299

Elsene,	799	Hasselt,	158
Leuven,	366	Tongeren,	142
Nijvel,	287	Aarlen.	281
Hoei,	172	Dinant,	115
Luik,	815	Namen,	219
Verviers,	236		

Uit deze tabel blijkt dat het athenaeum te Oostende 420 leerlingen telt, terwijl dit van Gent er slechts 385 telt en nochtans is het athenaeum te Oostende in de derde categorie gerangschikt, terwijl dat te Gent tot de tweede behoort.

Uwe Commissie heeft aan den Minister gevraagd of het niet in zijne bedoeling lag de categorieën af te schaffen.

Ziehier het antwoord dat de Minister ons liet toekomen :

« De categorieën van Koninklijke Athenaea werden afgeschaft bij wet van 15 Juni 1881 en Koninklijk besluit van 4 Augustus van hetzelfde jaar. Nooit is er sprake van geweest, ze weder in te voeren. »

* *

Naar aanleiding van hetzelfde artikel 55 hebben leden van uwe Commissie het advies uitgedrukt dat het billijk zou zijn, toelagen te verleenen aan de Athenaeum voor jonge meisjes. De Minister, wier inzichten men daarover heeft gevraagd, heeft geantwoord :

« De gemeentelijke athenaea voor jonge meisjes staan buiten de wetten op het middelbaar onderwijs, en in den huidige toestand der wetgeving is het mij niet toegelaten — tenzij krachtens de begrootingswet formeel daartoe gerechtigd — hun toelagen toe te kennen. De Verbeteringsraad van het middelbaar onderwijs bestudeert de inrichting van athenaea voor jonge meisjes.

» Wanneer zijn werk voltooid zal zijn, zal de Regeering onderzoeken welke wijzigingen dienen te worden gebracht in de bestaande wetten. »

HOOFDSTUK VII.

Normaal Onderwijs.

Dit hoofdstuk wijst op eene vermeerdering van 2,461,900 frank.

Die vermeerdering is te wijten aan :

1^o De oprichting van normaalafdeelingen voor bewaarscholen, van eene middelbare afdeeling voor jonge meisjes te Doornik en van een nieuwe normaalschool te Blankenberghe, de toepassing van de nieuwe wedderegeling voor de leeraren van de normaalscholen en het instellen van nieuwe voorbereidende klassen in de normaalscholen en in de middelbare normaalafdeelingen ;

2^o De verhooging van het bedrag der studiebeurzen toegekend aan de leerlingen der Rijksnormaalscholen en der aangenomen normaalscholen.

Naar aanleiding van artikel 62 lieten leden opmerken dat de wedden van

de opzieners van het lager onderwijs vermeerderd werden in heel wat mindere verhouding dan die welke tot grondslag strekte aan de verhooging der wedden :

a) Van de opzieners van het middelbaar en normaal onderwijs ;

b. Van de leden van het onderwyzend personeel der normaalscholen.

Bestuurders normaal- scholen.	Leeraren normaal- scholen.	Opzieners middelbaar en normaal onderwijs.	Hoofd- opzieners lager onderwijs.	Kantonale opzieners lager onderwijs.	Aanmerkingen.	
Thans geldende wedderegeling.						
16,000	14,800	19,000	14,200	11,000	Nevenstaande cijfers vertegenwoordigen de vaste maximumwedden buiten elke andere ver- goeding.	
Wedderegeling van vóór den oorlog.						
6,000	5,000	8,500	7,500	5,500		
Verhooging.						
166 p. c.	196 p. c.	123 p. c.	89 p. c.	100 p. c.		

Uwe Commissie kan slechts den wensch uitspreken dat die abnormaliteit zou verdwijnen.

Bij artikel 69 wordt een crediet van 700,000 frank voorzien voor verbetering en huur van de lokalen en het materieel van de lagere Rijksnormaalscholen, de normaalafdeelingen voor middelbaar onderwijs van den lagere graad en de afdeelingen voor bewaarscholen. Dit crediet kwam de Commissie ontoereikend voor. Daarover ondervraagd, zoo gaf de heer Minister tot antwoord :

« De aangevraagde som is bestemd om de gewone uitgaven der lagere normaalscholen, der middelbare normaalafdeelingen en der afdeelingen voor bewaarscholen te dekken.

» De noodige credieten voor de kosten voor het bouwen en meubileren van normaalscholen komen voor in de artikelen 14 tot 33 der buitengewone begrooting. »

In verband met het crediet, voorzien bij artikel 71 tot bestrijding van de kosten voor onderwijzersvergaderingen, hebben leden den wensch uitgesproken dat er om de drie maand, overeenkomstig de wet, ten behoeve van het personeel van het vrij onderwijs conferentiën zouden worden gehouden.

Bij de artikelen 73 en 74 worden credieten toegekend aan het schoolmuseum; uwe Commissie had gemeend dat de handhaving van deze inrichting niet gebillijkt was en zij had aan den Minister voorgesteld de voorziene credieten in te trekken.

Antwoord :

« De intrekking van de voorziene credieten is onmogelijk. Doch het vraagstuk van de vereeniging der diensten van het Nationaal Schoolmuseum bij het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten zal in overweging worden genomen. »

Bij artikel 83 wordt een crediet van 100,000 frank voorzien voor bouw,

aankoop, verbetering en meubilering van schoollokalen; kosten van bewaking en toezicht; kosten voor het maken van meubelen en modelplannen, inrichten van tentoonstellingen van schoolmeubelen.

Uwe Commissie achtte dit crediet ontoereikend; de Minister, die daaromtrent werd ondervraagd, liet ons de volgende nota worden:

« De bij artikel 83 voorziene som van 100,000 frank is hoofdzakelijk bestemd om de kosten te bestrijden:

- 1° Voor toezicht op de bouwwerken;
- 2° Voor het maken van meubelen en modelplannen;
- 3° Voor het inrichten van tentoonstellingen van schoolmeubelen.

» In het aandeel van den Staat in de bouwkosten wordt voorzien door de credieten van de artikelen 126 en 131 der buitengewone uitgaven.

» De som van 100,000 frank volstaat om de op artikel 83 aan te rekenen uitgaven te bestrijden. »

HOOFDSTUK VIII.

Lager Onderwijs.

Dit hoofdstuk onderging eene vermeerdering van 5,854,550 frank.

De credieten toegekend voor den gewonen dienst van het lager onderwijs zijn met 2,600,000 frank verhoogd.

De Regeering billijkt deze verhooging op grond van de volgende beschouwingen:

- 1° Normale vermeerdering van de schoolbevolking;
- 2° Drukker schoolbezoek ten gevolge van de nieuwe wetsbepalingen;
- 3° Oprichting van de klassen van den 4° graad;
- 4° Verdubbeling van de overbevolkte klassen;
- 5° Vervaltijd van een nieuw tijdperk voor periodieke verhoogingen;
- 6° Toekenning van toelagen aan bijzondere meesters.

Bij artikel 84 wordt eene vermeerdering van 2,800,000 frank voorzien in het aandeel van den Staat in de vergoedingen verleend aan de waarnemende onderwijzers, die leden van het onderwijzend personeel der gemeentelijke, aangenomen en aanneembare lagere scholen en bewaarscholen, met verlof wegens ziekte, vervangen; onkosten voortspuitende uit het geneeskundig toezicht op de bedienden met verlof wegens ziekte.

Deze vermeerdering is het gevolg der wet van 1920 waarbij aan de tusschentijdige onderwijzers de geldelijke voordeelen worden toegekend van de werkelijke onderwijzers.

Ten slotte, hebben de schoolwetten, waarbij de aan de onderwijzers toegekende wedden verhoogd werden, noodzakelijkerwijze het aandeel van den Staat verhoogd in de wedden van beschikbaar gestelde lagere gemeente- en aangenomen onderwijzers en onderwijzeressen en van onderwijzeressen aan bewaarscholen.

Om deze reden wijst het bij artikel 83 voorziene crediet eene vermeerdering aan van 540,000 frank.

Bij artikel 91 wordt een krediet van 200,000 frank toegekend aan de werken opgericht voor het uitdeelen van kleederen en schoenen aan de behoeftige kinderen der gemeentelijke, aangenomen of aanneembare scholen en, desnoods, toelagen aan de schoolcantines, opgericht ten behoeve dier kinderen.

Uwe Commissie heeft aan den achtbaren Minister gevraagd :

a) Welke werken verleden jaar eene toelage hebben bekomen;

b) Aan welke werken eene toelage werd geweigerd.

« Op het crediet van 200,000 frank voorzien bij artikel 91 der begrooting van het Departement voor 1921 werd nog niets aangerekend. Mijn bestuur ziet naar de grondslagen uit tot eene rechtmatige verdeling.

« Tot hiertoe hebben de in bijgevoegde tabel vermelde werken eene toelage aangevraagd. Ieder dezer werken werd uitgenoodigd, zijne statuten over te leggen rekeningen, en begrotingen voor het jaar 1921 en gebeurlijk ook voor 1922.

« Het crediet van 200,000 frank zal ruimschoots volstaan voor het dienstjaar 1921. »

Werk der Kleding van Schoolgaande kinderen. Jaar 1921.

A) Gemeentelijke werken.

1 Anderlecht (beloop der rekeningen)	47,144.28
2 Comen.	

B) Private werken voor gemeentescholen.

1 Gontoux.	
2 Bellaire (beloop der rekeningen)	6,580.00
3 Antwerpen	30,616.10
	37,196.10

C) Private werken voor private scholen.

	Rekeningen
1 Luik, rue du Haut Pavé, 51	495.00
2 Luik, rue Puits en Sock	4,878.00
3 Visé, rue de la Station.	862.00
4 Beverloo, Reine Elisabeth	4,077.25
5 Leopoldsburg, aanneembare school	1,988.00
6 Andenelle, aanneembare school St-Louis	262.50
7 Andenelle, aanneembare school (meisjes), rue du châlet	1,710.30
8 Borgworm, Vestiaire Saint-Nicolas	2,567.44
9 Ans, aanneembare school (meisjes)	777.52
10 Luik, rue Sainte-Walburge (meisjes)	642.00
11 Andrimont, bewaarschool	186.00
12 Esneux, aanneembare school	591.50
13 Tihange, aanneembare school.	
14 Saint-Remy Argenteau, aanneembare school (meisjes)	
	19,032.74

Nota : Volgens de bij het Departement ingekomen inlichtingen bedragen de door deze werken gedane uitgaven :

I. Gemeentelijke werken	47,144.25
II. Private werken voor gemeentelijke scholen	37,196.10
III. Private werken voor private scholen.	19,032.74
	103,373.09

N. B. — Het gemeentelijk werk van Comen, het privaat werk voor de gemeentescholen te Gontrooux en de private werken voor private scholen te Tihange en Saint-Remy Argenteau hebben nog hunne *rekeningen* niet overgelegd.

HOOFDSTUK IX.

Schoone Kunsten.

Dit hoofdstuk heeft eene vermeerdering van fr. 960,702.95 ondergaan.

Deze vermeerdering komt inzonderheid voort van de verhooging van de Staatsbegiftiging aan het Hooger Instituut en de Koninklijke Academie voor Schoone Kunsten te Antwerpen (180,000 frank), alsmede van het opnemen onder de gewone uitgaven van de toelage toegekend aan den Koninklijken Muntschouwborg; deze toelage, die verleden jaar 233,000 frank bedroeg, werd tot 313,000 frank opgevoerd.

Anderzijds heeft de toepassing van de nieuwe wedderegeling op het personeel der vier muziekconservatoria te Brussel, te Luik, te Gent en te Antwerpen, eene credietverhoging van 272 815 frank gevergd.

Bij artikel 93 wordt een crediet van 200,000 frank voorzien voor de algemeene tentoonstellingen van schoone kunsten; deel van tusschenkomst van den Staat in de kosten van aankoop, voor de plaatselijke museums, van gewrochten van Belgische en vreemde kunstenaars, naar 'de tentoonstellingen gezonden. Toelagen aan de maatschappijen, ingesteld tot aanmoediging der schoone kunsten, aan de plaatselijke tentoonstellingen, aan de tentoonstellingen ingericht buiten het land in het belang der Belgische school (inbegrepen eene som van 50.000 frank als tijdelijke last).

Uwe Commissie heeft aan den heer Minister gevraagd, haar een staat te willen doen toekomen, waarbij de op dit artikel van de begrooting voor 1921 vereffende bedragen vermeld worden.

Antwoord :

« Eene som van 200,000 frank, waaronder 50,000 frank als tijdelijke last, werd op de begrooting van het Departement voor 1921 uitgetrokken. De tentoonstelling, die moest ingericht worden in het *Jeu de Paume* te Parijs, had geen plaats en de als tijdelijke last uitgetrokken 50,000 werden niet uitgegeven. Onderstaande tabel vermeldt de sommen vereffend op artikel 94 van de begrooting voor 1921 :

a) <i>Dienst der tentoonstellingen : Secretariaat, bewaring van het materieel, enz.</i>	fr.	11,800.17
b) <i>Inrichting van de Belgische kunsttentoonstelling te Barcelona</i>		31,031.45
c) <i>Inrichting van de Belgische kunsttentoonstelling te Parijs</i>		18,860.66
d) <i>Toelagen aan de « Société Royale des Beaux-Arts de Liège tot inrichting van de Driejaarlijksche Tentoonstelling :</i>		
a) <i>Toelage voor inrichting</i>	fr.	15,000 »
b) <i>Toelagen aan kunstenaars die aan gezegde tentoonstelling deelnamen</i>		4,500 »
c) <i>Toelagen voor aankoop van tentoon- gestelde werken</i>		9,299.99
		28,799.99
e) <i>Toelagen jaarlijks toegekend aan kunstkringen voor het inrichten van plaatselijke tentoonstellingen :</i>		
1. <i>Kunstkring l'Essaim, te Bergen.</i>	fr.	300 »
2. <i>Tentoonstelling te Spa</i>		1,000 »
3. <i>Kunstkring te Hoei</i>		400 »
4. <i>Kunst- en oudheidkundige kring te Mechelen</i>		600 »
5. <i>Kunstkring te Doornik</i>		2,000 »
6. <i>Kring l'Essor, te Hoei</i>		2,000 »
7. <i>Vereeniging voor de aanmoediging der Schoone Kunsten te Mechelen</i>		3,000 »
8. <i>Kring Bon Vouloir, te Bergen</i>		1,000 »
9. <i>Bond der Waalsche Vrouwen</i>		4,000 »
		14,300 »
f) <i>Italiaansch-Belgisch propagandecomité :</i>		
<i>Toelage toegekend voor het inrichten van tentoonstellingen in Italië</i>	fr.	12,000 »
	Totaal	116,792.27

Bij de artikelen 106 en 107 worden credieten toegekend voor het Chineesche Paviljoen en den Japanschen Toren, die vroeger afhingen van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Uwe Commissie achtte deze credieten overdreven; zij heeft aan den Minister voorgesteld ze tot 20.000 frank terug te brengen en wel te willen nagaan of het mogelijk zal zijn ze bij de aanstaande begrooting af te schaffen.

Wij ontvingen van den achtbaren Minister dit zeer bevredigend antwoord :

« Art. 107. — Het is onmogelijk deze artikelen af te schaffen. Het personeel, dat in den Japanschen Toren en in het Chineesch Paviljoen werkt, bestaat uit negen beambten en de op artikel 106 uitgetrokken som is onontbeerlijk om hunne wedde te betalen. Op artikel 107 is eene vermindering van 20,000 frank mogelijk. Geen enkele bestemming werd tot hiertoe gegeven aan den Japanschen Toren, die een sieraad is van het Koninklijk domein. »

HOOFDSTUK XI.

Onderscheidene diensten

Dit hoofdstuk geeft eene vermeerdering aan van 4,904,000 frank.

Deze vermeerderingspruit voort uit de verhooging der credieten voorzien voor het bouwen en meubileeren der lokalen :

1° Voor het middelbaar onderwijs, 6,507,000 frank ;

2° Voor het lager onderwijs, 2 miljoen frank.

Anderzijds is er eene vermindering wegens de overdracht, naar de Begrooting der buitengewone uitgaven, van de credieten voorzien voor het bouwen en meubileeren van de normaalscholen (3,250,000 frank) en wegens de overdracht, naar de gewone uitgaven, van de toelage toegekend aan den Koninklijken Munt- en schouwburg.

*
* *

Twee nieuwe artikelen, door de Regeering bij wijze van amendement voorgesteld, voeren de vermeerdering van dit hoofdstuk tot 185,000 frank op.

Bij het eerste artikel wordt eene toelage van 125,000 frank toegekend aan de Belgische middelbare school te Aken.

Dit crediet was bij den aanvang op de Begrooting van Landsverdediging uitgetrokken.

Daar de Regeering verkieslijk heeft geacht de nieuwe school onder het bestuur van het Departement van Wetenschappen en Kunsten te plaatsen, was het logisch het crediet in dezès begrooting op te nemen.

ART. 137. — Toelage bestemd tot het uitgeven van letterkundige en wetenschappelijke werken, ten einde de crisis in het papier en in de boekdrukkunst te verhelpen ; reiskosten en aanwezigheidspenningen voor de leden van de studiekringen.

Aangevraagd crediet : 60,000 frank.

Alhoewel uwe Commissie niet denkt dat het aangevraagd crediet de crisis in het papier en in de boekdrukkunst kunne verhelpen, acht zij dat het crediet, in verband met de aanzienlijke vermeerdering van de uitgeverskosten, gerechtvaardigd is.

Wij stellen dus voor, deze twee amendementen aan te nemen.

Behoudens bovenstaande aanmerkingen, neemt de Commissie van Wetenschappen en Kunsten, bij eenparigheid der aanwezige leden, de Begrooting van Wetenschappen en Kunsten voor het jaar 1922 aan.

De Verslaggever,

TH. GOLLIER.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

